

CRISE

ANALYSE DE LA SECONDE CRISE GÉNÉRALE DU MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE

- L'important concept de guerre hybride comme masque de la systématisation du militarisme impérialiste (page 3)
- Evergrande en Chine, première grande manifestation de la crise mondiale de la dette (page 10)
- Crise ouverte dans les inter-relations Maroc-Algérie-Tunisie-Libye-France-Grèce-Turquie-Russie-Mali (page 16)
- L'alliance AUSUK dans la zone indo-pacifique (page 19)
- Pacte militaire secret franco-grec : préparez-vous au grand défi de la guerre franco-turque! (page 23)
- L'escalade militaire et nationaliste déchirant l'Orient se poursuit (page 27)
- Gonzalo et le PCP sur la guerre mondiale (page 32)
- La Belgique et la France n'ont toujours pas récupéré leur niveau économique d'avant-crise (page 37)
- Un exemple de la poussée de la fraction agressive de la bourgeoisie en France : le groupe de presse Valmonde (page 44)
- L'irruption politique d'Éric Zemmour en France : un exemple d'activation mécanique par la contre-révolution (page 48)
- La crise de 1929 analysée par l'Internationale Communiste (page 54)

Octobre 2021

16

Il n'est littéralement pas un jour qui passe sans qu'il n'y ait à travers le monde un renforcement des tensions, une course à l'armement qui s'approfondisse, une escalade militariste, une exacerbation des poussées en direction de la grande bataille pour le repartage du monde.

Cet aspect a été très tôt souligné par **Crise** ; nous avons déjà montré l'étroit rapport qui existe entre rationalisation capitaliste et militarisme, exposant le caractère dialectique de ces deux aspects de la seconde crise générale du capitalisme ouverte en 2020.

Cela indique que l'orientation générale est correcte, que le chemin a été bien tracé et, d'ailleurs, **Crise** s'installe de plus en plus comme une référence et un outil, ce qui est une très bonne chose. Cela ne peut aller que de l'avant. Quiconque cherche à poser les bonnes questions est obligé de passer par **Crise** pour trouver à la fois pistes, inspiration, explications, orientations.

ÉDITORIAL

Ce numéro est également le premier à paraître alors que Gonzalo n'est plus.

C'est évidemment quelque chose d'historique, parce que cela impose encore plus de responsabilités, puisqu'il s'agit ni plus ni moins que de prendre le relais, en saisissant son appel à ce que le maoïsme soit au poste de commandement et soit le guide de la révolution mondiale.

La réponse à la guerre impérialiste mondiale est la guerre populaire mondiale et il n'y a jamais lieu de converger avec aucun des protagonistes impérialistes ou expansionnistes. L'avenir appartient à la République Socialiste Mondiale.

vivelemaoisme.org

materialisme-dialectique.com

L'important concept de guerre hybride comme masque de la systématisation du militarisme impérialiste

Le concept de guerre hybride est désormais tout à fait établi ; on parle là d'un concept couramment employé par les armées et présenté comme la guerre du futur. Voici l'histoire du concept présenté dans le document « Le piège de la guerre hybride », publié en 2015 par le Laboratoire de Recherche sur la Défense de l'Institut français des relations internationales, un très important club de pensée para-étatique français.

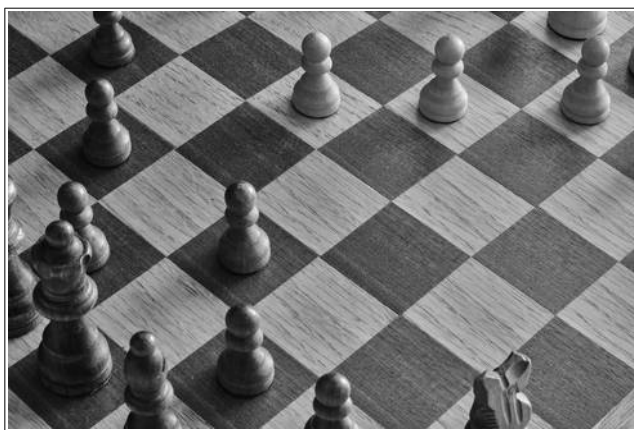
« Le terme de « guerre hybride » (hybrid war) apparaît au mois de novembre 2005 dans un article de deux officiers américains du corps des Marines, le général James Mattis et le colonel Frank Hoffman. Leur objectif est notamment de peser sur le débat autour de la Quadrennial Defense Review (QDR) de 2006 en cours de rédaction.

L'armée américaine est alors empêtrée en Irak et en train de faire demi-tour sur le programme de « Transformation », poussé par Donald Rumsfeld lors de la QDR de 2001.

Là où la Transformation faisait la part belle aux nouvelles technologies et à la réduction des effectifs terrestres, les contraintes de l'occupation irakienne donnent une nouvelle voix aux partisans des « boots on the ground » : c'est l'époque du grand retour de la contre-insurrection qui insiste sur les compétences humaines plus que techniques et invite à repenser le centre de gravité des nouveaux conflits.

Hoffman et Mattis abondent dans ce sens et insistent sur la nouvelle complexité de la guerre moderne qu'ils qualifient pour la première fois d'hybride.

Selon eux l'Amérique serait, dans les années à venir, susceptible d'être confrontée « simultanément à l'effondrement d'un État failli ayant perdu le contrôle de certaines armes biologiques ou balistiques, tout en devant faire face à une violence fondée sur des clivages ethniques, ainsi qu'à des groupes terroristes radicaux ».



Cette nouvelle complexité, dont le tableau rappelle à s'y méprendre l'Irak des années 2003-2004, comporterait un potentiel de déstabilisation plus élevé qu'au cours des décennies précédentes. Le concept demeure cependant théorique et il faut attendre août 2006 avec la campagne israélienne contre le Hezbollah pour le voir prendre corps.

La communauté stratégique est alors surprise par les capacités sophistiquées du Parti de Dieu libanais qui prend en défaut les forces israéliennes, écartelées entre une armée de l'air trop confiante en l'efficacité de ses frappes stratégiques à distance et une armée de terre calibrée sur un conflit de basse intensité dans les territoires palestiniens.

L'idée qui émerge alors est que le « milieu » du spectre a été négligé au profit de ses deux extrémités et qu'il existe désormais des acteurs irréguliers dont les capacités et les compétences n'ont rien à envier à celles de certains Etats (défense sol-air, missiles antichar, drones, etc.) tout en continuant de bénéficier des avantages traditionnels de l'irrégularité (fugacité tactique, asymétrie morale, soutien populaire). »

Au début des années 2000, ce qu'on appelle guerre hybride, c'est en fait d'avoir à faire face à un ennemi qui, même s'il n'est pas une structure étatique, dispose de moyens techniques dont il n'aurait pas pu disposer une vingtaine d'années auparavant. Pour prendre un exemple concret jamais mentionné, mais de fait tout à fait exemplaire, les Tigres Tamouls au Sri Lanka avaient réussi à mettre en place des mines anti-blindés depuis copiés partout dans le monde, ainsi qu'à réaliser toute une flotte artisanale très variée de semi-sous-marins, de torpilles humaines, de petits patrouilleurs, d'embarcations suicides, de mines marines, etc.

Le concept de guerre hybride a toutefois été totalement modifié depuis, pour ne pas dire révolutionné, et c'est la Russie qui aurait été la première à en formuler une forme concrète, avec l'annexion de la Crimée par des soldats sans uniformes nationaux et la mise en place de pseudo-États dans l'Est de l'Ukraine.



Il a été considéré que l'intervention en Crimée des « petits hommes verts », soldats aux moyens techniques ultra-modernes mais sans appartenance officielle à la Russie, présentait une sorte de nouveau coup dans la gamme des actions

possibles, tout comme, de manière relative, la mise en place de structures « étatiques » fantoches pour masquer l'occupation de l'Est de l'Ukraine.

On considère que le théoricien de cette approche nouvelle est Valéri Guérassimov, qui est depuis 2012 chef de l'État-Major général des forces armées de la Fédération de Russie et vice-ministre russe de la Défense. On parle de la doctrine Guérassimov.

Cependant, en réalité, la doctrine Gerasimov exposée lors d'une conférence par ce militaire consistait en une présentation des menaces pesant sur la Russie, considéré comme une pression à la fois technologique, diplomatique, militaire, économique, culturelle, psychologique, etc.

On retrouve à l'arrière-plan la menace que représentent les opérations « oranges » des États-Unis. En effet, si on parle de « révolution orange » pour l'Ukraine en 2004-2005, il faut savoir que cette couleur est typique des pseudos-oppositions mises en avant par la superpuissance américaine dans les pays de l'Est européen durant les années 1980.

Guérassimov pensait également au « printemps arabe », une pure fiction mise en place par les Frères musulmans notamment avec la chaîne du Qatar Al-Jazeera.

On l'aura compris, la Russie parle de la menace de guerre hybride et les États-Unis également, et l'expression s'est généralisée, au point que la définition de celle-ci apparaît comme toujours très fluide.



La revue de l'OTAN, dans un article de mai 2015 intitulé « La guerre hybride existe-t-elle vraiment ? », présente la « guerre hybride » et dit que sa nature conceptuelle est trop floue, qu'il vaut mieux, par conséquent, s'en passer.

« La récente intervention de la Russie en Ukraine a suscité de nombreux débats sur le recours à la guerre hybride et son efficacité. Il s'agit d'un type de guerre généralement présenté comme alliant guerre conventionnelle et non conventionnelle, guerre régulière et irrégulière, guerre de l'information et cyberguerre (...).

L'idée générale est que les adversaires d'aujourd'hui ont recours à des moyens conventionnels et non conventionnels, réguliers et irréguliers, visibles et dissimulés. Ils exploitent toutes les dimensions de la guerre pour s'attaquer à la supériorité dont jouit l'Occident en matière de guerre conventionnelle. Les menaces hybrides exploitent pleinement tous les aspects de la

guerre moderne : elles ne se limitent pas aux moyens conventionnels (...).

Lors d'une récente rencontre parrainée par l'OTAN et organisée par l'Atlantic Council, les participants ont appris qu'il n'existait « aucune définition unanimement reconnue des termes liés à la guerre hybride ».

Autrement dit, les vingt-huit membres de l'Alliance atlantique ne parviennent pas à se mettre d'accord sur une définition claire des menaces auxquelles ils sont confrontés.

Comment les dirigeants de l'OTAN pourraient-ils élaborer une stratégie militaire efficace s'ils ne peuvent définir ce qu'ils considèrent comme la principale menace du moment ?

Je recommande donc que l'OTAN et les autres décideurs occidentaux oublient toutes les références à l'« hybridité » et qu'ils se concentrent sur la spécificité et l'interconnexion des menaces qui se présentent à eux. »

C'est que les militaires impérialistes sont coincés, du fait de leur incapacité à porter un regard historique. Car il n'y a en réalité rien de nouveau avec la « guerre hybride » et on parle là simplement du militarisme impérialiste de l'époque de la guerre atomique.



Les années 1960-1970-1980 ont ainsi déjà connu une telle guerre « hybride », celle-ci s'arrête en cours de route en raison de l'effondrement de la superpuissance social-impérialiste soviétique, qui était alors la force la plus agressive dans le monde et qui a été cassé dans son élan.

Cependant, comme les années 1990-2000-2010 ont été marquées par une paix impérialiste, avec une grande expansion du capitalisme, il n'y a plus eu un tel militarisme impérialiste.

Il reprend désormais avec la seconde crise générale du capitalisme et cela apparaît comme « nouveau », alors que c'est la simple reprise de ce qui existait au moment de l'affrontement entre les superpuissances américaine et soviétique.

Il suffit par exemple de penser à l'Afghanistan. Les Soviétiques envahissent

le pays à l'appel d'une faction pro-soviétique soutenue à bout de bras pour justifier l'invasion, alors que par la suite les Américains arment les rebelles musulmans par l'intermédiaire de l'Arabie Saoudite, en fournissant des armes soviétiques pour ne pas officialiser trop bruyamment leur action.

On peut penser aussi aux ordinateurs soviétiques des années 1980, consistant en un pillage des conceptions américaines, ou à la contre-guérilla américaine consistant en des actions armées ciblées contre par exemple les cadres du Black Panther Party et de l'American Indian Movement. On notera que les actions menées ici, sous l'égide du COINTELPRO, utilisaient également la diffamation, l'agression, le sabotage, etc.

On notera également que cela pouvait se dérouler en dehors des États-Unis, avec ainsi un soutien aux groupes fascistes italiens posant des bombes dans des lieux publics pour mettre en place une stratégie de la tension.

Pareillement, les « barbouzes » français ont liquidé des indépendantistes algériens puis des partisans de l'OAS, les services secrets espagnols ont tué des cadres basques dans le sud France, l'Allemagne de l'Ouest a aidé le FLN algérien et des néo-nazis poseurs de bombes dans le Tirol du Sud italien, etc.

Tout cela est de la guerre « hybride ». Mais alors qu'est-ce que la guerre hybride ? En quoi doit-on la définir comme le masque du militarisme impérialiste de l'époque de la guerre atomique ?



C'est relativement simple à comprendre. La concurrence entre États se doit de respecter un cadre diplomatique pour ne pas basculer dans un conflit ouvert non désiré. Cependant, lorsqu'il y a la crise générale du capitalisme, beaucoup de barrières tombent et la prise de risques est plus grande.

Ce qu'on ne voulait pas espionner ou saboter auparavant, car cela risquait de provoquer un éventuel trouble, désormais on le fait.

La présence de l'arme atomique modifie cependant cette prise de risques, au sens où le risque d'une éventuelle escalade pose tout de même un problème majeur. Le souci n'est pas l'arme atomique, en fait, mais qu'il n'y ait que l'arme atomique. C'était le problème des années 1960 pour les superpuissances américaine et social-impérialiste soviétique : entre les frictions et l'utilisation des bombes atomiques, la gamme de ce qui existait était très faible.

C'est sur ce terrain que s'est développée la « guerre hybride » en multipliant dans tous les domaines les champs d'intervention, et cela d'autant plus que l'expansion capitaliste ouvrait de nouvelles possibilités culturelles ou technologiques.



L'idée est de conquérir des espaces dans le camp de l'ennemi lui-même, afin de l'affaiblir, voire de provoquer des troubles, mais de telle manière que cela apparaisse comme interne. Cette dimension « interne » est censée avoir plus d'impact, et qui plus est protégée en apparence puisqu'il n'y a pas d'intervention extérieure visible de manière claire.

Et cela peut atteindre la dimension d'un territoire. On parle aujourd'hui des pseudos-républiques populaires de Louhansk et Donetsk mis en place par la Russie à l'Est de l'Ukraine. Mais la superpuissance américaine l'a déjà fait dans le passé, Ulrike Meinhof constatant en 1976 que des morceaux de pays ont été conçus par les États-Unis comme des bases opérationnelles : l'Allemagne de l'Ouest, la Corée du Sud, le Vietnam du Sud.

Toutefois, c'est là quelque chose de plutôt rare. Plus couramment, il y a des couches vendues à une superpuissance, comme les partis pro-Russie actuellement en Ukraine ou le Parti « Communiste » Français des années 1960-1970-1980, totalement un satellite soviétique, entièrement au service du social-impérialisme soviétique.

On remarquera d'ailleurs ici une chose : la Fraction Armée Rouge fut littéralement obsédée par cette question de la mise en place d'interventions impérialistes pour instaurer un terrain favorable ; elle visait l'« agglomération », le « formatage » réalisé par l'impérialisme pour s'établir une base toujours plus solide.

C'est d'ailleurs le cas pour les Brigades Rouges italiennes, Action Directe en France à partir de 1984, le DHKP/C en Turquie. Pour le DHKP/C, toutes les grandes décisions étatiques avaient comme source le MGK (le Conseil national de sécurité, mis en place par l'armée). La résolution de la direction stratégique d'avril 1975 des Brigades Rouges dit ainsi que :

« Il apparaît clairement que ''crise de l'impérialisme'' dans l'immédiat, ne signifie pas ''effondrement'' mais contre-révolution impérialiste globale, c'est-à-dire :

a) restructuration des modèles économiques de base ;

b) restructuration rigide et planifiée des fonctions économiques à l'intérieur d'une division internationale du travail et des marchés ;

c) réajustement des structures institutionnelles, militaires et étatiques des régimes moins stables et plus menacés dans le cadre de l'ordre impérialiste. »

Ainsi, on peut voir une tendance assez prononcée à raisonner en termes de « plans impérialistes ». Car là est le risque : si l'on parle de guerre hybride, alors on parle de choix de la mener, et on a vite fait de basculer dans la conception erronée d'un capitalisme qui est conscient de lui-même, qui pense, qui prévoit et établit des « plans ».



Or, il ne peut pas y avoir de « plan », et donc pas de « guerre hybride » qui soit « consciente » ; il n'y a pas lieu de tomber dans une lecture « géopolitique » (on trouvera d'ailleurs dans Crise n°12 un intéressant débat italien sur cette question de la « photographie » des rapports inter-impérialistes).

La guerre hybride est toujours une poussée, dans le sens d'une opportunité qu'un pays impérialiste (ou expansionniste) se voit obligé de saisir parce qu'il est irrémédiablement forcé par la crise générale du capitalisme et la sienne en particulier.

La Russie ne choisit pas de saboter l'existence de l'Ukraine, elle y est forcée de par sa propre situation. Et cela, comme les gens le voient sans en avoir une conscience juste, est détournée par les nationalistes ukrainiens (ou polonais) comme quoi la Russie serait une entité maléfique « en soi ».

Les impérialistes français tentent de présenter la Chine et la Turquie sous le même jour, assimilant les poussées de leur régime à la nature même d'un pays.

Ce qu'on appelle guerre hybride, c'est en fait la généralité de la compétition pour le repartage du monde et donc la systématisation du militarisme, qui prend le masque du militarisme du concurrent.

La guerre hybride, c'est toujours celle de l'autre – personne ne prétend la faire, chaque force argumentant qu'elle ne fait que répondre à celle entreprise par l'adversaire.

C'est cela, la véritable nature de la « guerre hybride », cette systématisation des interventions plus ou moins feutrées dans le camp du concurrent pour l'affaiblir de manière interne, afin d'être plus fort à terme pour la confrontation – conflagration. ■

Evergrande en Chine, première grande manifestation de la crise mondiale de la dette

Second plus gros promoteur immobilier chinois, c'est un mastodonte à la dette colossale, inséré dans une économie mondiale elle-même entièrement dépendante du crédit. La crise d'Evergrande est une première brèche importante dans l'édifice capitaliste et ses montagnes d'argent magique.

Car le groupe Evergrande (恒大集团 - Héngdà Jítuán en chinois) a 260 milliards d'euros de dette. Cela représente près de 3% du PIB chinois, l'équivalent de 10% du PIB français. Actuellement, 700 programmes immobiliers du groupe sont en cours dans 230 villes chinoises, soit environ 1,5 millions d'appartements à achever.

C'est gigantesque, alors forcément tout est scruté de près. Le 5 août 2021, deux agences de notation de référence, Standard & Poor's et China Chengxin International, ont dégradé la note d'Evergrande en le considérant comme un emprunteur à risque élevé. Ces agences, dont le métier est d'évaluer la capacité de remboursements des emprunteurs, leur crédibilité, ont donc considéré le risque de faillite comme très probable, avec un défaut de paiement à la clef.

Une telle dégradation est tout autant la photographie d'une situation en cours, qu'elle a aussi des répercussions entraînant une

spirale négative. Cela abîme la confiance en l'entreprise bien sûr, c'est le principe, mais il y a également des conséquences directes très concrètes. Par exemple, dès lors l'entreprise ne peut plus utiliser ses obligations (qui sont des reconnaissances de dette) comme garantie pour ses opérations de refinancement. Son capital propre s'effondre.

C'est là un point majeur pour comprendre le fonctionnement actuel du capitalisme et sa seconde crise générale. Le capitalisme se développe par et pour la dette, à tous les niveaux et de manière systématique. De la dette sert à garantir une autre dette, de la



dette est remboursée avec de la dette, de l'argent est prêté avec de la dette, et le tout de manière interconnecté internationalement. Alors quand un groupe aussi puissant qu'Evergrande se retrouve à ne plus pouvoir soutenir sa dette, les conséquences vont bien au-delà : c'est tout le cycle de l'accumulation du capital à l'échelle mondiale qui est touché.

Le vent de panique fût donc immense quand le groupe a effectivement annoncé le 14 septembre 2021 ne pas être en mesure d'honorer ses obligations. Par exemple en France, l'indice boursier CAC 40 a été directement affecté par cette annonce selon les commentateurs nationaux, avec une séance du 20 septembre 2021 clôturant à -1,74% pour 6455 points, soit un plancher remontant au mois de juillet (cela signifie que la valorisation des quarante plus grandes entreprises françaises a reculé en septembre à son niveau de juillet).



Précisons cependant une chose. Il ne faut pas faire l'erreur de croire que la question de la dette est la substance de la seconde crise générale du capitalisme. La crise relève du mode de production capitaliste lui-même en ce qu'il est dépassé historiquement, et non pas car il aurait été fait de mauvais choix de gestion, qu'il aurait été pris « trop » de risque, etc.

La crise de la dette n'est qu'une manifestation particulière de la crise, mais elle a ceci de particulièrement importante qu'elle incarne très bien la crise dans sa dimension générale.

D'abord, car la dette a été le moyen de nier et repousser les crises de surproduction de capital et de marchandises, en les absorbant tel un ressort, avec le risque ensuite que tout explose d'un coup et généralise les problèmes à tous les secteurs de l'économie.

Ensuite, car la dette par définition généralise le capitalisme, en reliant des situations particulières (en fait quasiment toutes les situations économiques particulières) à l'économie mondiale en générale, via les marchés financiers (tout le monde prête à tout le monde, chacun profite des remboursements de chacun, etc.)



C'est pour cela que la crise Evergrande reflète très bien la situation actuelle et est d'importance mondiale : tous les acteurs du système financier voient très bien qu'ils sont assis sur un château de cartes et que tout menace de s'effondrer. Le monde entier est concerné par ces 260 milliards d'euros de dette insoutenable en Chine, qui ne sont qu'un arbre cachant une immense forêt de dettes.

Depuis les années 1990, le capitalisme chinois a recouru de manière faramineuse aux crédits en tout genre. En 2019, c'est-à-dire avant la crise sanitaire mondiale, le niveau officiel de la dette publique chinoise était déjà de plus de 250 % du PIB. La situation de la Chine n'est pas directement

comparable à celle d'autre pays comme la France ou les États-Unis, en raison du contrôle fort de sa banque centrale et du fait que la Chine dispose d'énormément de réserves internationales liées aux exportations, pour garantir sa dette.

Cela ne forme pas pour autant un totem d'immunité. De toutes façons, le marché de l'immobilier chinois était déjà dans une situation vulnérable sur cette question, notamment depuis le printemps 2020 lorsque le gouvernement a durci la réglementation en ce qui concerne le crédit dans ce secteur, en raison de la forte spéculation. La Chine est en effet face à une contradiction : d'une côté ce fût l'emballement économique depuis 30 ans, avec une croissance ultra-soutenue, de l'autre il y a des déséquilibres immenses qui se forment dans le pays en raison de cette croissance et qui risquent de tout faire exploser.

Le groupe Evergrande est ici typique de cette accumulation capitaliste à la chinoise. D'un côté c'est une entreprise de type monopoliste ultra-puissante et se voulant sociale, de l'autre c'est un groupe privé avec son PDG-fondateur étant un milliardaire parmi les plus riches du monde (5 milliards d'euros de fortune estimée en 2010, 43 milliards en 2017 selon l'indice Bloomberg, puis moins de 9 milliards depuis la crise du groupe).

Evergrande se présente pourtant avec un romantisme nationaliste chinois tout ce qu'il y a de plus institutionnel. Le nom, qui signifie en français quelque-chose comme « à jamais grand » ou « grand depuis toujours » est ainsi expliqué sur son site internet :

« Evergrande a une connotation unique, “dèjà”(ever) pour une existence incessante à travers les âges, tandis que “grand” (grande) signifie la croissance universelle. »

Il est ensuite affirmé :

« Depuis sa création en 1996, Evergrande Group persiste dans le concept de développement basé sur le bien-être des personnes et la prospérité nationale afin de déployer des efforts inlassables pour améliorer le niveau de vie des personnes. Cette aspiration originelle profondément ancrée dans la culture Evergrande n'a jamais été abandonnée depuis vingt ans. »

Le discours est typique de l'idéologie du régime chinois et de son révisionnisme fascisant. Le PDG fondateur raconte d'ailleurs sans-cesse être un enfant du Parti communiste de Chine et de son système éducatif et économique, lui qui petit voulait quitter la campagne pauvre et ne se serait nourri que de patates douces et de pain cuit à la vapeur tout au long de sa scolarité...

La réalité, c'est surtout qu'Evergrande n'a fait qu'accompagner l'abominable expansion du capitalisme chinois détruisant et polluant le pays, en raison notamment de l'exode rural. Il s'est produit la même chose qu'en Europe aux XIXe et XXe siècles, mais à une échelle bien plus massive, et surtout de manière beaucoup plus rapide. Rien que ces dernières années, il a été considéré qu'il s'est déroulé une migration de 250 millions de personnes vers les centres urbains. En 2017, le taux d'urbanisation chinois était déjà de près de 60 %.

La paysannerie, cœur des masses populaires chinoises ayant conquis le pouvoir en 1949, s'est dissoute non pas en formant une classe ouvrière puissante et consciente, mais en devenant un nouveau prolétariat entièrement soumis à l'expansion du capitalisme chinois et sa nouvelle bourgeoisie d'origine étatique aux ambitions impérialistes.

Evergrande, avec les autres groupes immobiliers chinois, a eu pour rôle d'accompagner l'ultra-urbanisation du pays, et



sa particularité a été de faire payer cela à la population au moyen de la dette et de l'accession à la propriété privée de son logement. Sauf que la crise sanitaire a enrayé la machine : pénurie de matières premières, baisse de l'activité générale, flambée des prix immobiliers. Les logements sont alors devenus inabordable en quelques mois (il y aurait de quoi loger 90 millions de personnes rien qu'avec les logements vides existants), rendant finalement vulnérable le secteur tout en entier ; les revenus pour rembourser les dettes ne suivent plus et c'est la défaillance.



Evergrande n'est pas le seul groupe concerné, car c'est en fait tout le secteur immobilier chinois qui est face à un mur. Tous les promoteurs ont eu recours à la dette de manière forcenée ces dix dernières années, particulièrement aux obligations dites *high yield*, c'est-à-dire à haut

rendement, permettant de beaucoup spéculer pour ceux qui y souscrivent. Les dix principaux groupes du secteur en Chine sont à l'origine de plus de la moitié de ces obligations « HY » en 2020.

Déjà en octobre 2021, deux autres groupes immobilier chinois font face à d'immenses difficultés de remboursement : le groupe *Fantasia* spécialisé dans l'immobilier de luxe n'a pas pu honorer ses créanciers pour 180 millions d'euros, alors que le groupe *Sinic* a vu sa note dégradée par l'agence Standard & Poor's selon qui sa « *capacité de service de la dette est presque épuisée* ».

Le gouvernement chinois ne réagit pas officiellement pour l'instant, il y simplement eu une réunion début octobre de la banque centrale chinoise appelant à calmer le jeu, en s'adressant directement aux institutions financières pour demander de « *stabiliser les prix des terrains et des logements* » et de « *ne pas utiliser l'immobilier comme moyen de stimuler l'économie sur le court terme* ».

Le communiqué esquivé la question Evergrande, se contentant de rappeler (de manière populiste car le problème n'a rien de nouveau) que « *les logements servent à se loger, pas à spéculer* ».

C'est que le régime chinois est pris à la gorge par cet effondrement lié à la dette, alors que l'économie toute entière du pays est d'une manière ou d'une autre dans une situation similaire.

Les chiffres du régime sont par nature difficile à connaître, mais on peut souligner une étude récente de l'agence de notation Goldman Sachs (qui relève toutefois de l'impérialisme américain, superpuissance en concurrence directe) ; cette étude évoque un endettement globale des gouvernements locaux équivalent à 8 200 milliards de dollars.

C'est incommensurable, mais typique de la situation actuelle du capitalisme. C'est en tous cas un rude coup pour la superpuissance chinoise, dont l'agressivité (à l'extérieur de ses frontières) et le nationalisme (à l'intérieur) vont s'exacerber. Les choses vont vite, très vite, elles s'emballent. En 2009 le groupe Evergrande levait à la bourse de Hongkong des sommes records, faisant d'elle la plus grande société immobilière privée chinoise ; un peu plus de dix ans après, le 4 octobre 2021, Evergrande au bord de la faillite, suspendait ses opérations à la bourse de Hongkong sans que personne ne puisse présager de la suite.

L'État chinois n'a pas d'autre choix que de presser à nouveau le bouton de l'argent magique pour endiguer la crise Evergrande, ce qui ne fera que renforcer la crise de la dette en général.



S'il ne le fait pas, ce qui n'est pas à exclure tant la situation est compliquée, alors l'effondrement entraînera directement avec lui des millions de personnes, avec l'équivalent de milliards d'euros de capital partant en fumée et une crise de panique sur le marché mondial de la dette.

Dans tous les cas, c'est déjà concrètement un emballement de la crise qui s'amorce sur cet aspect particulier de la dette.

La crise Evergrande est déjà à considérer comme un moment marquant de la seconde crise générale du capitalisme. Il faudra comprendre et suivre cela de très près dans la période à venir. ■

Crise ouverte dans les inter-relations Maroc-Algérie-Tunisie-Libye -France-Grèce- Turquie-Russie-Mali

La situation est explosive dans toute une zone et la série de faits tout récents expliquent d'eux-mêmes la situation. Les voici, avec quelques précisions préalables pour bien saisir l'ensemble.

Le Maroc et l'Algérie sont en tension forte depuis cinquante ans. Leurs régimes sont très différents. Le Maroc est une monarchie corrompue et dictatoriale, où l'économie est aux mains d'un capitalisme bureaucratique particulièrement lié à la France, la ville de Marrakech servant de Sodome et Gomorrhe français. L'Algérie est une dictature militaire profitant des ressources en gaz et en pétrole pour se maintenir extrêmement difficilement, notamment depuis la vague de contestation de 2019 (appelé le Hirak) alors que le président Abdelaziz Bouteflika, dont on ne sait même pas s'il était encore en vie, brigait un cinquième mandat.

L'Algérie est ainsi obligée de devenir expansionniste de manière agressive pour faire face à sa crise générale s'insérant dans la seconde crise générale du capitalisme et les ponts ont été rompus avec le Maroc. Ce dernier a reconnu Israël en 2020, en échange d'une reconnaissance américaine de sa domination sur le Sahara occidental, ce que l'Algérie ne reconnaît pas.

L'Algérie qui s'est rapprochée de la Russie, qui elle-même gagne en influence notamment au Mali, au grand dam de la France, qui par conséquent exerce une nouvelle pression sur l'Algérie pour la faire vaciller, avec l'appui du Maroc.

Une Algérie qui soutient également la Turquie dans son intervention en faveur du gouvernement libyen contre l'Armée Nationale Libyenne du maréchal Haftar qui a largement profité du soutien français et de l'appui de l'Égypte, de l'Arabie saoudite, des Émirats Arabes Unis et de la Russie.

La Turquie qui vient de réaliser des manœuvres militaires en Azerbaïdjan, avec des forces armées de ce pays et du Pakistan, au grand dam de l'Iran qui a répondu par ses propres manœuvres, alors que de son côté la France signait une alliance militaire avec la Grèce.

Ces précisions préalables, censées apporter de la clarté, reflètent en fait plutôt un terrible enchevêtrement d'intérêts et de conflits, le tout renforcé par les poussées impérialistes et expansionnistes des uns et des autres. C'est ni plus ni moins la guerre qui s'annonce, aux dépens des peuples.



13-14 juillet 2021 : rencontre virtuelle du Mouvement des non-alignés en Azerbaïdjan, où le ministre algérien des affaires étrangères Ramtane Lamamra souligne la nécessaire indépendance du Sahara Occidental occupé par le Maroc et le délégué permanent du Maroc auprès des Nations Unies Omar Hellal a appelé à « l'indépendance du peuple kabyle » en Algérie.

18 juillet 2021 : l'Algérie rappelle son ambassadeur au Maroc.

25 juillet : le président tunisien Kaïs Saïed limoge le gouvernement, gèle le parlement, suspend l'immunité des députés et prend les pleins pouvoirs.

18 août 2021 : l'Algérie décide de réviser ses relations avec le Maroc.

24 août 2021 : l'Algérie rompt les relations diplomatiques avec le Maroc en accusant celui-ci d'être à l'origine d'incendies meurtriers en Kabylie en liaison avec des mouvements séparatistes.

14 août 2021 : visite du ministre algérien des affaires étrangères, Ramtane Lamamra, à son homologue turc Mevlut Cavusoglu ; il est parlé de feuille de route et de convergence concernant les questions de la Libye, de la Tunisie et de l'Afrique en général.

9 septembre 2021 : le ministre algérien des affaires étrangères Ramtane Lamamra explique lors d'un Conseil de la Ligue arabe qu' « une analyse de la situation nous fait comprendre que certains cherchent à s'attribuer des rôles influents dans la structure de l'ordre régional et international en établissant des alliances dangereuses dans l'unique but de réaliser des acquis immédiats au détriment des nobles objectifs du système de l'action arabe commune ».

Il y a « des parties [qui] recourent à l'aide et la puissance d'un ennemi historique pour attenter aux frères et s'attaquer directement aux voisins ». L'Agence de presse algérienne APS explique que ces propos font « allusion aux actes perpétrés par le Maroc qui s'allie avec l'entité sioniste pour entamer les intérêts de l'Algérie ».

Ramtane Lamamra s'est rendu dans les jours suivant à Niamey au Niger, Nouakchott en Mauritanie, Le Caire en Égypte, Kinshasa en République démocratique du Congo (qui préside actuellement l'Union africaine, Brazzaville au Congo-Brazzaville (qui préside le Haut comité africain de suivi du dossier libyen).

12 septembre 2021 : début en Azerbaïdjan des manœuvres militaires « Trois frères » avec des forces armées de la Turquie, de l'Azerbaïdjan et du Pakistan.

22 septembre 2021 : l'Algérie n'autorise plus les avions civils et militaires marocains à la survoler, alors qu'elle ne renouvelle pas le contrat d'acheminement de gaz algérien jusqu'à l'Espagne via le gazoduc Maghreb Europe passant par le territoire marocain.

25 septembre 2021 : à l'assemblée des Nations-Unies le Premier ministre malien Choguel Kokalla Maïga explique que « La nouvelle situation née de la fin de Barkhane, plaçant le Mali devant le fait accompli et l'exposant à une espèce d'abandon en plein vol, nous conduit à explorer les voies et moyens pour mieux assurer la sécurité de manière autonome avec d'autres partenaires ».

Le ministre russe des affaires étrangères Sergueï Lavrov a confirmé que le Mali avait pris contact avec des sociétés privées russes (servant de forces militaires, par ailleurs présentes au Syrie, au Soudan, en Libye, en République centrafricaine et au Mozambique, en Guinée et au Tchad).

28 septembre 2021 : la France annonce la réduction drastique de visas pour les ressortissants du Maroc, de l'Algérie et la Tunisie, au motif que ces pays ne reprennent pas leurs ressortissants expulsés. Conférence de presse du président français Emmanuel Macron et du premier ministre grec Kyriakos Mitsotakis annonçant un partenariat stratégique.

29 septembre 2021 : l'ambassadeur français à Alger est convoqué et se voit notifier une protestation du gouvernement algérien.

1er octobre 2021 : l'Iran, qui accuse l'Azerbaïdjan de collusion avec Israël, mène de vastes manœuvres militaires à la frontière avec l'Azerbaïdjan, nommées Fatehan-e Khaybar (les conquérants de Khaybar, du nom du village d'une tribu juive conquise par Mahomet).

2 octobre 2021 : Le Monde relate des propos du président français Emmanuel Macron lors d'une rencontre deux jours plus tôt avec des petits-enfants de familles liées à la guerre d'Algérie : il parle d'une haine de la France de la part « du système politico-militaire qui s'est construit sur cette rente mémorielle ». Il dit également que le « système algérien est fatigué, le [mouvement de contestation lancée en 2019 et nommé] Hirak l'a fragilisé ».

Enfin, il dénonce la Turquie : « La construction de l'Algérie comme Nation est un phénomène à regarder. Est-ce qu'il y avait une nation algérienne avant la colonisation française ? Ça, c'est la question. Il y avait de précédentes colonisations. Moi, je suis fasciné de voir la capacité qu'a la Turquie à faire totalement oublier le rôle qu'elle a joué en Algérie et la domination qu'elle a exercée. Et d'expliquer qu'on est les seuls colonisateurs, c'est génial. Les Algériens y croient ».

Le jour même, l'Algérie rappelle son ambassadeur à Paris et ferme son espace aérien aux avions militaires français.

3 octobre 2021 : l'ambassadeur français à Alger est convoqué et se voit notifier une protestation du gouvernement algérien. 80 militaires de l'armée algérienne participent à des manœuvres avec la Russie en Ossétie du Nord. La Russie est le premier fournisseur de l'armée algérienne et sa part a augmenté de 64% entre 2016 et 2020.

4 octobre 2021 : Omer Celik, porte-parole du Parti de la Justice et du Développement du président turc Recep Tayyip Erdoğan, dénonce Emmanuel Macron : « si vous deviez faire une déclaration sur un pays en particulier, pourquoi mariez-vous le nom de la Turquie, de notre président et de l'Empire ottoman dans cette affaire ? »

6 octobre 2021 : en visite à Bamako une seconde fois depuis le 28 août pour rencontrer le colonel putschiste pro-russe Asimi Goïta, le ministre algérien des affaires étrangères Ramtane Lamamra déclare que « le président de la République Abdelmajid Tebboune m'a dépêché auprès du Président de la transition et auprès du Premier ministre pour témoigner la solidarité agissante de l'Algérie au peuple, au gouvernement malien, en cette période de l'histoire contemporaine de votre nation avec laquelle nous avons un destin commun ».

7 octobre 2021 : le ministre algérien des affaires étrangères Ramtane Lamamra explique à l'agence de presse turque Anadolu, en marge du sommet Italie-Afrique, qu'il était nécessaire de dénoncer « très fortement » et « très fermement » la position française, et que « quelle que soit la crise que traversent les relations algéro-françaises, elle n'aura pas d'impact sur les relations de l'Algérie avec des pays frères comme la Turquie ». Il a souligné que la Turquie était un « acteur international très important ». ■

L'alliance AUSUK dans la zone indo-pacifique

Même entre des pays impérialistes « alliés », les tensions grandissent pour le repartage du monde, et c'est de véritables blocs qu'il faut parler désormais.

L'Australie a ainsi rompu le « contrat historique » signé avec la France en 2016, pour 12 sous-marins qu'elle avait commandé, représentant 56 milliards d'euros. Cette annonce de rupture intervient en même temps que la constitution d'une alliance entre les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Australie.

Le 15 septembre 2021, ces pays signent en effet une alliance : l'AUSUK, pour AU(stralia), US(A), UK.



Elle a été annoncée lors d'une conférence de presse par vidéo avec le président américain Joe Biden, le premier ministre britannique Boris Johnson, le premier ministre australien Scott Morrison.

La nouvelle est tombée de manière abrupte ; voici comment Le Monde raconte le déroulement de l'annonce :

« Il est 21 h 38, à Washington, ce mardi 14 septembre, quand un certain nombre de journalistes américains et étrangers voient tomber dans leur boîte mail une invitation du Conseil de sécurité nationale, rattaché à la Maison Blanche, pour un « briefing » de presse par téléphone. Le thème annoncé est vague : « Background sur une initiative de sécurité nationale ».

Rien d'anormal, à ce stade. Autrefois réservés à des occasions bien particulières, les « briefs » sont devenus, sous la pression des réseaux sociaux et de l'information continue, la norme pour beaucoup de sujets internationaux. A toute heure, avec très peu de préavis, les correspondants de presse se retrouvent convoqués pour prendre note de positions politiques soupesées au millimètre, avant un temps très serré de questions-réponses. Le pur déclaratif y est roi.

C'est donc de cette manière, le mercredi 15 septembre, qu'une nouvelle alliance entre l'Australie, le Royaume-Uni et les États-Unis, baptisée Aukus, s'invite inopinément dans l'agenda des rédactions. La relecture du script de ce point de presse, auquel le correspondant du Monde a assisté, est éloquente. On y parle d'« annonce historique », du « plus grand pas stratégique que l'Australie ait décidé depuis des générations ». »

Le Monde raconte également que le président français Emmanuel Macron n'a pas répondu par deux fois au coup de fil du premier ministre australien Scott Morrison ce jour-là. C'est que pour la France, c'est à la fois un affront et un grand recul stratégique dans une zone indo-pacifique où elle est très présente, ne serait-ce qu'avec la Polynésie et la Nouvelle-Calédonie.

L'alliance AUSUK permet inversement permet au Royaume-Uni et aux États-Unis d'obtenir une excellente position dans la zone. C'est bien sûr la continuation de la politique américaine, alors que les bourgeois

modernistes voulaient faire passer Biden pour un pacifiste qui entendait réformer les États-Unis, faire une relance keynésienne, etc.

En réalité la stratégie de la superpuissance américaine est de renforcer l'offensive contre la Chine, celle de l'impérialisme britannique de profiter de la victoire américaine attendue, alors que de son côté, l'Australie va bénéficier d'un partage de connaissance lui permettant de construire des sous-marins nucléaires et de s'aligner sur ces deux puissances dont elle est devenue un satellite.

Le président américain Joe Biden, de son côté, après avoir déclaré que « les États-Unis n'avaient pas de plus proche allié que l'Australie », a expliqué de manière belliciste que :

« Il s'agit d'investir dans notre plus grande force, nos alliances, et de les mettre à jour pour mieux répondre aux menaces d'aujourd'hui et de demain. »

Quant au premier ministre britannique Boris Johnson, il a nommé par la suite, le 7 octobre, le chef de la Royal Navy Tony Radakin, en première ligne dans la mise en place d'AUSUK en tant que chef de la marine militaire, comme chef d'état-major des armées britanniques. On notera que sur les 24 chefs d'état-major des armées britanniques depuis 1959, seulement dix viennent de la marine militaire.

Cela met bien entendu l'impérialisme français dans une situation intenable. Le ministre des affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, parlant même d'un « coup dans le dos » et le communiqué conjoint du ministère des armées et du ministère des affaires étrangères dit même :

« C'est une décision contraire à la lettre et à l'esprit de la coopération qui prévalait entre la France et l'Australie, fondée sur une relation de confiance politique comme sur le développement d'une base industrielle et technologique de défense de très haut niveau en Australie.

Le choix américain qui conduit à écarter un allié et un partenaire européen comme la France d'un partenariat structurant avec l'Australie, au moment où nous faisons face à des défis sans précédent dans la région Indopacifique, que ce soit sur nos valeurs ou sur le respect d'un multilatéralisme fondé sur la règle de droit, marque une absence de cohérence que la France ne peut que constater et regretter. »

Ce communiqué marque une réelle tension entre les pays impérialistes occidentaux, alors même que l'OTAN voudrait faire croire depuis des années à une cohésion entre ces mêmes États, qui auraient les mêmes intérêts. En réalité, tel n'est pas le cas et la seconde crise générale du capitalisme exacerbe les tensions inter-impérialistes, y compris entre « alliés », comme il s'agit d'une bataille pour le repartage du monde où priment les intérêts immédiats des uns et des autres.

La France s'imaginait ainsi jouer un rôle de premier plan dans ce qu'elle nomme la zone indopacifique, en se maintenant entre les États-Unis et la Chine : en faisant annuler le contrat, les États-Unis lui barre frontalement la route.

C'est ce qui force la France à pousser en direction d'un pôle européen, avec dans le même communiqué ministériel ce passage :

« Alors qu'est publiée aujourd'hui même la communication conjointe sur la stratégie européenne pour la coopération dans la région Indopacifique, la France confirme sa volonté d'une action très ambitieuse dans cette région visant à préserver la « liberté de la souveraineté » de chacun.

Seule nation européenne présente en Indopacifique avec près de deux millions de ses ressortissants et plus de 7000 militaires, la France est un partenaire fiable qui continuera à y tenir ses engagements, comme elle l'a toujours fait.

La décision regrettable qui vient d'être annoncée sur le programme FSP ne fait que renforcer la nécessité de porter haut et fort la question de l'autonomie stratégique européenne. Il n'y a pas d'autre voie crédible pour défendre nos intérêts et nos valeurs dans le monde, y compris dans l'Indopacifique. »

De fait, l'alliance conclue entre les États-Unis, l'Australie et le Royaume-Uni a été un véritable coup porté à l'impérialisme français qui se voit obligé d'espérer un déblocage européen.

Aussi, pour marquer le coup, le 17 septembre, la France a dans ce cadre pas moins que rappeler ses ambassadeurs aux États-Unis et en Australie pour des « consultations », manière de la diplomatie bourgeoise de montrer l'extrême gravité de la situation.

Ils ont été renvoyés dans leurs pays respectifs, après une entrevue téléphonique entre Emmanuel Macron et Joe Biden le 22 septembre. Une déclaration des deux chefs d'États impérialistes a été communiquée dans la foulée, avec une langue de bois qui n'avance rien de concret, alors que les États-Unis ont caché la réalisation d'AUSUK absolument jusqu'au dernier moment.

« Le Président de la République française, M. Emmanuel MACRON, et le Président des États-Unis d'Amérique, M. Joe BIDEN, se sont entretenus le 22 septembre, à la demande de ce dernier, pour examiner les conséquences de l'annonce faite le 15 septembre dernier. Ils sont convenus que des consultations ouvertes entre alliés sur les questions d'intérêt stratégique pour la France et les partenaires européens auraient permis d'éviter cette situation. Le Président BIDEN a fait part de son engagement durable à ce sujet.

Les deux chefs d'État ont décidé de lancer un processus de consultations approfondies, visant à mettre en place les conditions garantissant la confiance et à proposer des mesures concrètes pour atteindre des objectifs communs. Ils se rencontreront en Europe à la fin du mois d'octobre pour parvenir à des points d'accord et conserver à ce processus tout son dynamisme. Dans ce contexte, le Président MACRON a décidé que l'Ambassadeur de France retournerait à Washington la semaine prochaine. Celui-ci travaillera alors en lien étroit avec des hauts fonctionnaires américains.

Les États-Unis réaffirment que l'engagement de la France et de l'Union européenne dans la région Indo-Pacifique revêt une importance stratégique, notamment dans le cadre de la stratégie de l'Union européenne pour la coopération dans la région Indo-Pacifique récemment publiée. Les États-Unis reconnaissent également l'importance d'une défense européenne plus forte et plus capable, qui contribue positivement à la sécurité globale et transatlantique et est complémentaire à l'OTAN.

Les États-Unis s'engagent à renforcer leur appui aux opérations antiterroristes conduites par les États européens dans la région du Sahel, dans le cadre de leur lutte commune contre le terrorisme. »

De plus, le 5 octobre 2021, c'est le Secrétaire d'État américain, l'équivalent du Ministre des affaires étrangères et poste le plus important au sein d'une « administration » américaine, Anthony Blinken, qui se rendait en France pour éclaircir la situation avec celle-ci.

Il a principalement réaffirmé que la Chine était toujours la première menace. A propos de la crise il a déclaré à une des principales chaînes de télévision française : « On constate deux choses : on aurait pu, on aurait dû faire mieux au niveau de la communication ».

De manière bien plus concrète, la France a réalisé une nouvelle alliance avec la Grèce avec qui elle vient de vendre des frégates et des avions de chasse,

Le sens que prend alors la signature du pacte secret entre la France et la Grèce devient une question d'autant plus importante dans ce contexte. La France voulait jouer un rôle dans la zone indo-pacifique ; n'y parvenant pas, elle se tourne alors vers la Turquie, qui devient sa priorité. C'est un adversaire à son niveau, du moins en apparence, de par les immenses ramifications méditerranéennes de cette opposition franco-turque. ■



L'histoire a incontestablement prouvé qu'en faisant appel à la guerre, l'impérialisme, loin de pouvoir échapper à sa fin inéluctable, ne fait que précipiter sa ruine.

Le président Mao a dit : « Pour ce qui est de la guerre mondiale, il n'y a au fond que deux possibilités : ou c'est la guerre qui provoque la révolution, ou c'est la révolution qui conjure la guerre. »

Le président Mao a encore dit : « Que les peuples du monde entier s'unissent pour combattre toute guerre d'agression déclenchée par tout impérialisme ou le social-impérialisme, et notamment la guerre d'agression qui recourrait à la bombe atomique !

Si une telle guerre éclate, les peuples du monde devront écraser la guerre d'agression par la guerre révolutionnaire ; ils doivent y être préparés dès maintenant ! »

Le président Mao, en formulant cette grande directive en fonction de la situation internationale actuelle, a indiqué au prolétariat et aux peuples révolutionnaires du monde entier l'orientation à suivre dans leur lutte.

Tous les peuples du monde doivent maintenir une haute vigilance et faire tous les préparatifs afin d'être constamment prêts à infliger une riposte résolue et foudroyante à l'agresseur qui oserait déclencher la guerre.

Rédactions du Quotidien du peuple, du Drapeau Rouge et du Quotidien de l'Armée Populaire de Libération : **Léninisme ou social-impérialisme ?** (1970)

Pacte militaire secret franco-grec : préparez-vous au grand défi de la guerre franco-turque!

En tant que communistes, nous avons une vision du monde considérant que le capitalisme ne peut au cours de son développement que tomber dans les mains des monopoles, entamer un sévère tournant autoritaire et basculer dans le militarisme en raison d'une compétition impérialiste pour le repartage du monde.

Pour cette raison, nous affirmons qu'il existe un tournant historique en cette rentrée 2021, de par l'établissement d'un pacte militaire secret entre la France et la Grèce, avec comme intention belliqueuse l'affrontement avec la Turquie.

Il s'agit là d'une réalité nouvelle, à la fois claire et très lourde de conséquences. Nous affirmons que la guerre franco-turque est désormais un élément stratégique de l'impérialisme français et que toutes les forces anti-guerre doivent prendre cela en compte.

Il ne s'agit pas d'une hypothèse, mais bien d'une réalité vérifiable : la France prend parti militairement dans une zone hautement conflictuelle, rendant une participation militaire inévitable.

Il est remarquable d'ailleurs que cet accord franco-grec ait suffisamment « fuité » pour que les couches dirigeantes du pays et les « spécialistes » puissent assimiler cette information impérialiste, alors qu'en même temps aucun média n'a abordé cette question.

Cela est très révélateur de comment il y a une cassure entre le haut et le bas de la société, avec un État faisant des choix impérialistes totalement à l'écart de la société. Les « spécialistes » sont d'ailleurs eux-mêmes ici des vecteurs intellectuels et culturels de l'impérialisme, contribuant aux « choix » à effectuer.

Nous ne voulons quant à nous pas faire de géopolitique, ni de politique-fiction, nous ne voulons pas ici émettre d'hypothèses sur les modalités de ce futur conflit, l'ensemble des protagonistes intervenant, les objectifs visés. Cet aspect est important, mais secondaire.

Ce qui compte, c'est que la France s'inscrit dans un engrenage militaire au moyen d'un pacte secret et qu'il est nécessaire à la fois d'en prendre conscience et de mobiliser sur le moyen terme afin de chercher à empêcher le déclenchement de la guerre et, si elle se déclenche, de la combattre.

Par « pacte secret », nous n'entendons pas une conspiration, mais un procédé anti-démocratique où les directions des États négocient en-dehors de ne serait-ce qu'un droit de regard des masses, faisant pour autant des choix qui les engagent, qui les impliquent, qui les jettent à la guerre. Par « pacte secret », nous entendons également un document qui n'est pas rendu public et qui contient des clauses secrètes relevant du secret d'État.

Il faut ici rappeler que la social-démocratie internationale avait avant 1914 systématiquement dénoncé les pactes militaires secrets et que cette tradition anti-guerre est à reprendre.

Pour résumer les grands traits de l'établissement de ce pacte secret : il a été signé fin septembre 2021, lors de la visite à Paris du premier ministre grec Kyriakos Mitsotakis, du ministre grec des Affaires étrangères Nikos Dendias, ainsi que du ministre de la Défense Nikos Panagiotopoulos.

Il y a eu à cette occasion une conférence de presse des présidents français et grec, les médias français indiquant alors que la Grèce se procurerait pour cinq milliards d'euros de navires de guerre (trois frégates) et d'avions de combat (vingt-quatre Rafales), acceptant la proposition la plus onéreuse de celles faites par plusieurs pays.

Cela reflète un choix qui a une raison précise : la France et la Grèce ont signé une « un accord de partenariat stratégique », qui n'a été expliqué de manière explicite par aucun des pays et dont les médias n'ont donc pas parlé.

Des informations rendues publiques par un média britannique – le Royaume-Uni est une puissance impérialiste concurrente de la France – attribuent au premier ministre grec Kyriakos Mitsotakis le message suivant :

« Aujourd'hui c'est un jour historique pour la Grèce et la France. Ensemble avec le président Macron, nous avons décidé d'améliorer notre coopération de défense bilatérale, élargissant en même temps l'engagement de nos États pour la solidarité, l'assistance mutuelle et l'action commune dans tous les domaines.

La signature de l'accord pour l'établissement d'un « partenariat stratégique pour la coopération dans la défense et la sécurité » reflète une réalité bien connue : que les deux pays ont développé une alliance très forte qui va au-delà des obligations de l'un envers l'autre dans le contexte de l'Union Européenne et de l'OTAN. »

Les accords internes à l'Union européenne et à l'OTAN impliquent déjà une assistance, ce qui signifie qu'on a ici affaire à une véritable alliance militaire. Le même média britannique a également fait fuiter l'article 2 de l'accord franco-grec, qui dit :

« Les parties apporteront l'une à l'autre assistance et contribution, avec tous les moyens appropriés à leur disposition, et si nécessaire par l'emploi de la force armée, si elles considèrent ensemble qu'une attaque armée a lieu contre le territoire de l'une des deux, en accord avec l'article 51 de la Charte des Nations-Unies [impliquant le droit de légitime défense individuelle ou collective peut être exercé dans le cas d'une « agression armée »]. »

Étant donné qu'il existe des conflits territoriaux extrêmement importants entre la Grèce et la Turquie en mer Égée, c'est là assumer le prochain conflit, de manière absolument inévitable.

Cet accord est également en soi un renforcement de la tension régionale et il faut rappeler ici l'épisode de juin 2020 lorsque la frégate française « Courbet » a été la cible d'une « illumination » par le radar de tir de la frégate turque « Gokova », correspondant à un avertissement avant une frappe.

Il faut combattre cette tendance à la militarisation, à la mise en place des blocs pour la prochaine guerre, tout comme il faudra s'opposer à la guerre elle-même.

Nous ne voulons pas revenir ici sur la question turque, la Turquie ayant un régime anti-populaire hautement répressif, étant un pays semi-féodal semi-colonial particulièrement agressif dans son expansionnisme au point de construire un centre militaire plus grand encore que le Pentagone américain et visant à établir son hégémonie sur une large partie de l'ancien empire ottoman.

Nous ne voulons pas le faire, car telle n'est pas la question, qui relève des révolutionnaires de Turquie et des forces kurdes de Turquie luttant contre l'oppression nationale. Nous tenons ici à les saluer, à saluer leur courage et leur abnégation.

C'est qu'il faut être absolument clair à ce sujet : la focalisation sur le caractère belliqueux de l'État turc, sa nature réactionnaire... est une erreur, dans la mesure où en France, c'est la focalisation sur le caractère impérialiste français qui doit primer.

Il faut ici reprendre sans ambiguïtés la thèse léniniste selon laquelle l'ennemi est dans son propre pays. Une guerre impérialiste doit se transformer en guerre civile. Étant donné les forces révolutionnaires en France, à moins d'un changement de configuration, on en sera loin vu d'aujourd'hui, et il faudra alors, au minimum, comme Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg, porter le flambeau anti-guerre, à travers la répression.

Il ne sera pas possible de faire de compromis avec la guerre, il faudra la rejeter avec la plus grande fermeté, il faudra souhaiter la défaite des menées militaires, il faudra dénoncer à la fois les visées impérialistes et l'appareil d'État dont les dirigeants de l'armée sont une composante.

Il sera également important de rejeter la thèse erronée, de type nationale-révolutionnaire, selon laquelle la Turquie serait à soutenir en raison du fait qu'elle serait la victime d'une puissance impérialiste.

Même si la Turquie est semi-féodale semi-coloniale, elle peut relever de la guerre impérialiste et elle le fait d'autant plus qu'elle est développée et a atteint un stade expansionniste.

Il faudra affirmer, au nom de l'internationalisme prolétarien, que les révolutionnaires de chaque pays doivent œuvrer à la défaite de leur propre État, que le seul chemin hors de la guerre est l'affirmation de la démocratie populaire passant par la liquidation des forces monopolistes et de leurs alliés.

Cette entreprise sera malaisée, tant en France qu'en Turquie ou en Grèce, en raison du puissant chauvinisme auquel contribue une guerre de conquête. Cela promet des moments très difficiles, où ce sont les positions idéologiques qui détermineront de la possibilité d'avancer.

Mais les masses de France, de Grèce et de Turquie ne veulent pas la guerre de conquête, elles veulent l'amitié entre les peuples. Le chemin sera sinueux, mais l'avenir lumineux.

« Provocation de troubles, échec, nouvelle provocation, nouvel échec, et cela jusqu'à leur ruine — telle est la logique des impérialistes et de tous les réactionnaires du monde à l'égard de la cause du peuple ; et jamais ils n'iront contre cette logique.

C'est là une loi marxiste.

Quand nous disons : « l'impérialisme est féroce », nous entendons que sa nature ne changera pas, et que les impérialistes ne voudront jamais poser leur coutelas de

boucher, ni ne deviendront jamais des bouddhas, et cela jusqu'à leur ruine.

Lutte, échec, nouvelle lutte, nouvel échec, nouvelle lutte encore, et cela jusqu'à la victoire — telle est la logique du peuple, et lui non plus, il n'ira jamais contre cette logique.

C'est encore une loi marxiste. »

Mao Zedong

**Vive l'internationalisme prolétarien,
vive l'amitié des peuples de France, de Grèce et de Turquie !**

Non aux visées bellicistes, aux guerres d'influence et de conquête !

**Pour l'unité révolutionnaire des avant-gardes
de France, de Grèce et de Turquie !**

Guerre à la guerre impérialiste !

Parti Communiste de France (marxiste-léniniste-maoïste)

Octobre 2021

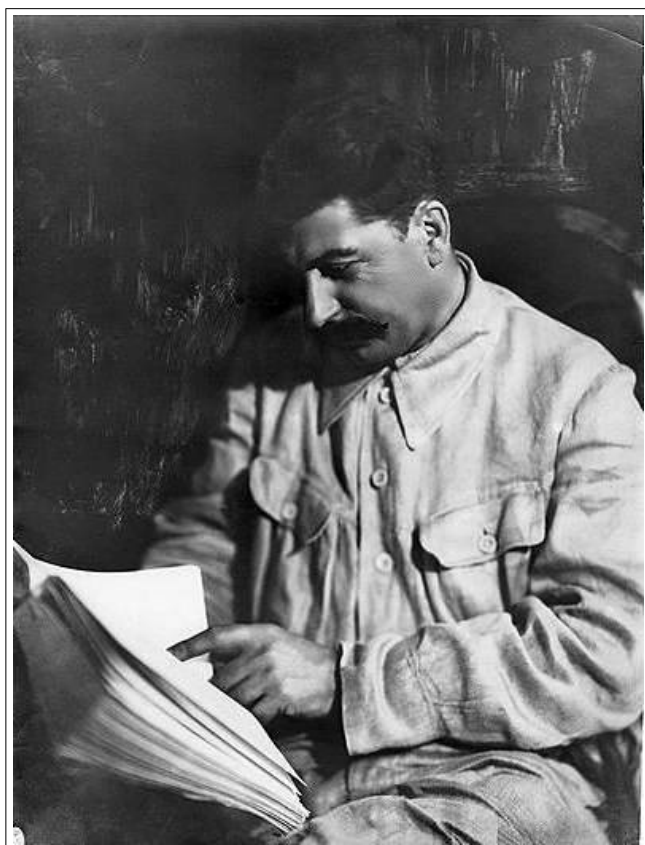


Crise

depuis mai 2020

16 numéros

plus de 850 pages



L'escalade militaire et nationaliste déchirant l'Orient se poursuit

Le redéploiement de la puissance américaine en vue de sa confrontation avec l'expansionnisme chinois est l'aspect principal des tensions internationales au sein du mode de production capitaliste de notre époque. En Orient, dans la vaste zone qui s'étend de la mer Noire à l'Asie centrale, la tempête des guerres impérialistes se lève à nouveau, selon une dynamique comparable à celle qui a abouti à la première guerre mondiale impérialiste il y a un peu plus d'un siècle.

Le matérialisme dialectique nous enseigne que ces tensions externes entre pays sont avant tout le reflet des contradictions internes à ces derniers. C'est fondamentalement ce qui les pousse toujours plus en avant à la confrontation. La dynamique de cet élan ne peut être brisé que par la force populaire et démocratique de la révolution. *À mesure que l'immonde visage de la Guerre va se dessiner devant les yeux des peuples, la nécessité de la Paix, et donc du Socialisme, va symétriquement se renforcer.*

Notre époque impose donc toujours plus nettement à chacun de choisir son camp, et observer les dynamiques à l'œuvre doit être une manière de s'engager en faveur du refus total de la perspective de la Guerre et donc de la rupture avec le cadre du capitalisme qui l'impose.

Où en sommes-nous à ce titre en cet automne 2021 ?

L'Orient tel que nous l'avons défini se trouve aujourd'hui au cœur de la tempête. La guerre du Karabagh en 2020 a marqué comme nous l'avons analysé un saut qualitatif général, dans le sens où un État de faible envergure comme l'Azerbaïdjan a décidé de faire tomber le masque du « Droit international » et des Traités, tels que mises en place par la bourgeoisie avancée des grands États capitalistes. En écrasant unilatéralement les Arméniens du Karabagh et en annexant une partie de ce territoire par les moyens d'une guerre d'une modernité remarquable, au sens propre du terme, l'Azerbaïdjan a lancé un élan qui le dépasse, et va l'emporter au bout du compte.



Sur la forme comme sur le fond, la guerre du Karabagh de 2020 constitue donc la première de ces nouvelles guerres impérialistes et expansionnistes de notre époque. Le dépeçage de l'Ukraine, ou avant cela de la Géorgie, par la Russie avaient à leurs manières déjà annoncé ce mouvement, mais là, la guerre a porté sur un territoire dans lequel aucune base populaire favorable à l'agresseur n'existait comme dans le cas des coups de force russes précédents.

Le calibrage et les moyens technologiques énormes déployés ont permis une victoire et une occupation en limitant les pertes civiles. La tendance au génocide a été remplacé si on peut dire par l'étranglement, l'oppression et l'exode, sans que les grandes puissances n'interviennent. De fait, la guerre est redevenue acceptable, jouable y compris pour des États peu avancés dans le mode de production capitaliste, mais déjà en capacité de soutenir une expansion militaire.

Mais le point le plus important est bien là : il s'agit d'écraser et d'anéantir un peuple en faveur d'un autre. La mobilisation des masses dans le cadre du capitalisme se fait toujours sur la base d'un nationalisme agressif, expansionniste et exterminateur. Cela d'autant mieux dans les pays conservant une base semi féodale et semi coloniale.

La lutte politique que doivent mener toutes les forces de la Gauche progressiste sur le plan international doit donc viser à polariser nettement la ligne pour identifier sans compromission possible les formes idéologiques sous lesquelles s'expriment ces nationalismes afin de saboter coûte que coûte leurs tentatives de mobilisation des masses, et de parvenir à les écraser.

C'est une lutte à mort qui s'engage sur ce plan à mesure que vont se multiplier les assauts du nationalisme, et qui exige de l'engagement, du niveau et de la discipline tactique et stratégique.



En Orient, trois blocs proto-impérialistes semblent ainsi se dessiner comme nous avons pu l'observer depuis le début de la Crise du capitalisme de notre époque. Le plus solide est celui qui rassemble toujours plus l'Arabie saoudite et ses satellites du Golfe, l'Égypte et Israël. Ce bloc a le soutien total des États-Unis d'Amérique, qui redéployent leur puissance militaire dans le cadre de ce qui est appelé l'espace « Indo-Pacifique ».

Ce bloc régional constitue donc une des pièces de l'impérialisme américain, qui tente de le connecter avec ses bases et ses alliés asiatiques et océaniques du Pacifique, notamment en œuvrant à entraîner l'Inde dans cet axe. L'objectif étant d'endiguer et de confronter l'expansionnisme chinois.

Ces points d'appuis déterminent donc l'ouverture de « fronts » visant globalement à affaiblir la Chine et à l'entraîner dans des conflits multiples et insolubles. De ce point de vue, l'Orient est donc condamné à servir de borbier militaire aux règlements de comptes des grandes puissances.

Ainsi peut-on comprendre la « défaite » américaine en Afghanistan. Ce pays est désormais devenu ouvertement un satellite du Pakistan et des alliés d'un autre proto-bloc de pays expansionnistes, rassemblant le Pakistan, le Qatar et la Turquie (avec une importante influence iranienne d'un côté, chinoise de l'autre). L'Azerbaïdjan étant de fait entraîné dans cet axe, même si le régime tente d'éviter de s'aligner trop clairement et ouvertement sur ces pays.

La faiblesse de ce bloc Pakistan – Qatar – Turquie est qu'il n'est adossé ni franchement aux États-Unis, qui en sont théoriquement un allié, ni clairement à la Chine, qui a considérablement renforcé son influence sur ces pays ces dernières années.

De fait, ces pays héritent des prétentions islamiques issues du mouvement petit-bourgeois et anti-occidental de la Nahda, dans sa version anti-occidentaliste définie en tout cas notamment par une figure comme Sayyid Qutb (1906-1966) dont les « Frères Musulmans » au pouvoir au Qatar et en Turquie sont les héritiers, et dont les islamistes pakistanais sont proches sur le plan idéologique et pratique au niveau religieux.

Ces pays incarnent un pan-islamisme compatible avec la modernité bourgeoise et le marché libéral, qui se heurte au pan-islamisme romantique et néo-féodal d'al-Qaeda ou de Daech, avec qui la base idéologique est la même fondamentalement, mais sur une ligne anti-moderne apocalyptique.

Ces trois pays promeuvent chacun à leur manière un « islamisme de marché », compatible autant avec l'impérialisme américain qu'avec l'expansionnisme chinois. Mais chacun d'entre eux joue néanmoins sa propre partition dans son coin.

Face à eux, se dresse encore un troisième bloc axé autour de l'Iran, lui aussi promoteur d'un pan-islamisme, constitué au départ autour de la figure Ali Chariati (1933-1977), très influencé par le post-modernisme français.

Le pseudo-romantisme de la « révolution » islamique d'Iran s'est depuis longtemps épuisé, mais ici dans une forme moins pragmatique-bourgeoise que celle des Frères Musulmans, et plus proche de la phénoménologie post-moderne produite par la bourgeoisie occidentale et notamment française, avec laquelle les liens sont d'ailleurs ouverts et directs au plan idéologique.

L'Iran a considérablement renforcé son influence dans le monde islamique en général et en Orient en particulier, se confrontant directement au bloc saoudien dans la région. Le pays s'est aussi plus largement tourné vers la Chine, et aussi vers la Russie, l'un et l'autre étant alliés dans le cadre de l'Organisation de Coopération de Sanghaï (OCS), qui est censé être un espace de dialogue et de coopération militaire autour organisé autour de ces deux pays en particulier.

Dans la région, si l'influence et les intérêts de la Chine se sont développés de manière très larges, cela l'entraîne aussi dans des conflits de plus en plus contradictoires et dangereux. Ainsi, l'OCS n'est pas parvenue à devenir vraiment une alliance militaire intégrée et solide en mesure par exemple de faire le pendant à l'OTAN.



Il n'existe pas à proprement parler de « bloc » d'alliance pro-chinoise, et à ce stade, la Chine cherche même plutôt à éviter une telle constitution. Mais le choc avec l'impérialisme américain entraîne ce développement.

Entre ces trois « blocs » orientaux, les lignes de conflits se marquent de manière toujours plus conflictuelles, au détriment des peuples et des États les plus satellisés : le Yémen, le Liban, l'Arménie et la Syrie ont subi ces dernières années des agressions brutales qui ont pulvérisé ces États ou qui les étranglent sous le poids de leurs contradictions.



En se retirant d'Afghanistan, les États-Unis ont ainsi poussé le bloc le plus fragile au pied du mur. La Turquie, le Pakistan et le Qatar se retrouvent maintenant à devoir tenter de moderniser sur leur modèle l'Afghanistan, quitte à affronter le romantisme jusqu'au boutiste des jihadistes, sous le regard méfiant de la Chine. Ce « bloc » fragile risque bien de voler en éclat pris entre celui de l'Arabie saoudite et ses "alliés", et l'Iran et ses soutiens.

De plus, la Chine n'a ni les moyens ni la capacité d'intervenir en faveur ou même en défaveur de ces pays.

Les appétits expansionnistes des puissances moyennes s'aiguisent ainsi, dans tout un panel d'incohérences, de contradictions, de conflits. L'Afghanistan et ses peuples sont le terrain de cette lutte. Le Sud-Caucase le devient aussi. Les manœuvres militaires de l'Iran visant l'Azerbaïdjan sont une manifestation de cette pression qui s'accroît sur la Turquie et ses alliés.

L'Azerbaïdjan est d'ailleurs une cible facile et un butin autrement plus intéressant même que l'Afghanistan. Une attaque iranienne sur l'Azerbaïdjan ne pourrait avoir lieu à ce stade sans un minimum de coordination avec la Russie, qui a déjà fermement pris pied dans le secteur, et qui ne s'opposerait pas à un changement de régime re-satellisant l'Azerbaïdjan en sa faveur au moins en partie.

En renforçant la Russie et l'Iran, un tel conflit affaiblirait la Turquie et ses alliés, la pression serait grande alors sur ces pays, et une telle escalade ne manquerait pas d'entraîner la Chine à devoir se positionner et choisir plus ouvertement ses alliés, renforçant encore la tendance à clarifier les blocs et accentuant les rivalités à tous les niveaux. Ce serait un pas de plus vers la guerre.

C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre le redéploiement en cours de ce qui reste de l'impérialisme français. L'atlantisme largement soutenue au sein de la bourgeoisie de notre pays a été humilié et mis sur la touche par les effets du redéploiement indo-pacifique de la puissance américaine et de l'émergence de l'AUKUS.

Pour autant, si les tensions avec les États-Unis et le Royaume-Uni s'accroissent, cette rivalité n'entraîne pas une révision complète des orientations des appétits impérialistes de la bourgeoisie française. Largement à la remorque du capitalisme américain, le capitalisme français ne peut pas à ce stade rompre avec lui. En revanche, son élan propre

le pousse à chercher une expansion vers la Méditerranée et l'Europe de l'Est, et à ce titre, la mobilisation nationaliste en France peut facilement trouver une cible dans les États alliés autour de la Turquie, qui peut trouver un écho plébéien commode en terme de propagande.



L'expansionnisme français tente donc de se réaffirmer en ciblant toujours plus ouvertement la Turquie, nourrissant en interne la mobilisation nationaliste et en externe, en se liant au bloc Égypte-Arabie en particulier.

Dans ce cadre, on a assisté ces derniers mois à une intensification de la propagande visant à instrumentaliser le conflit au Karabagh pour alimenter une campagne de justification d'hostilité visant la Turquie. La chaîne de télévision d'État saoudienne Al Arabiya TV a ainsi diffusé en juin 2021 une série de documentaires en arabe sur le Génocide des Arméniens, insistant sur l'opposition des Arabes au fanatisme ottoman, et *opposant l'islam des bédouins au pan-islamisme présenté comme délirant des Turcs*.

De la même manière, l'Iran et ses alliés, en particulier la Syrie, insistent sur leur propre version impériale de l'islam, dans laquelle les

Arméniens chrétiens auraient leur place, contrairement à celle du pan-islamisme des « Frères Musulmans » exterminateurs et génocidaires. Sur ce plan, cette propagande est largement reçue par les Arméniens, en ce qu'elle va dans le même sens que celui des délires impériaux eurasiatiques propagés par la Russie pour justifier son propre interventionnisme, qui a largement infusé les masses arméniennes, mais aussi une partie des masses turques.

Il faut voir les choses en face, un conflit avec la Turquie serait une escalade suicidaire au plan général, ce serait probablement un pas en direction ni plus ni moins d'une nouvelle guerre mondiale, confortant les nationalismes dans les pays concernés, écrasant toute opposition de manière de plus en plus brutale, sanglante.

La responsabilité des révolutionnaires dans notre pays est donc grande pour lever le drapeau de la Paix entre les peuples et construire une ligne de front s'opposant clairement au nationalisme et à la tendance à la guerre.

En raison de l'importance des populations d'origine orientale dans notre pays, il est d'autant plus du devoir des révolutionnaires français relevant de ces minorités de rallier le camp de la Paix internationale, le camp de l'avant-garde révolutionnaire en France.

Pour que le drapeau Rouge de la colère et des espoirs des masses populaires fasse à nouveau trembler les nationalistes de tous les pays, pour briser cette funeste escalade qui nous entraîne vers le gouffre et relever la tête en tournant nos regards vers les étoiles et le futur ! ■

GONZALO

SUR LA GUERRE MONDIALE

INTERVIEW DE GONZALO, 1988

El Diario : Monsieur le Président, parlons maintenant, de politique internationale.

Votre but étant le communisme, comment voyez-vous les conditions de la révolution mondiale et quels problèmes doivent résoudre les communistes ?

Président Gonzalo : Nous partons du fait que la révolution est la tendance principale et qu'elle continue à se développer comme l'affirma le Président Mao.

Nous considérons qu'après la Seconde Guerre Mondiale, il n'y a pas eu de stabilité, pas même une stabilité relative.

Le monde entier a été secoué par de grandes tempêtes révolutionnaires, par vagues bien sûr, parce qu'il ne pouvait pas en être autrement.

Nous considérons qu'il existe trois contradictions fondamentales, dans cette situation en perspective où nous évoluons !

La première et la principale contradiction est celle entre nations opprimées, d'un côté, et superpuissances et puissances impérialistes, de l'autre –même si c'était une redondance, nous préférons les énumérer ainsi pour que ce soit clair- ; une telle contradiction trouve sa solution dans la révolution démocratique, avec la guerre populaire.



Une deuxième contradiction fondamentale, c'est prolétariat-bourgeoisie ; celle-ci se règle avec des révolutions socialistes et des révolutions culturelles prolétariennes, également au moyen de la guerre populaire, et j'insiste, tout en considérant le type de révolution et les conditions spécifiques de chaque pays.

Une troisième contradiction, c'est celle entre les impérialistes, entre les superpuissances, entre les superpuissances et les puissances impérialistes, et entre les puissances impérialistes

elles-mêmes ; ces contradictions, entre eux, se règlent par des agressions, des guerres impérialistes et visent à définir l'hégémonie de la domination du monde dans une Troisième Guerre Mondiale.

Pourquoi les plaçons-nous dans cet ordre?

Parce que c'est ainsi que nous considérons leur ordre d'importance ; nous insistons sur le fait que la contradiction nations opprimées, d'un côté, et superpuissances impérialistes et puissances impérialistes, de l'autre, est la contradiction principale et qu'elle est de grande importance pour la révolution mondiale ; à notre avis, cela a un rapport avec le poids des masses dans l'histoire ; il est évident que l'immense majorité des masses qui peuplent la Terre, vivent dans les nations opprimées ; de même, il est évident que les populations des nations opprimées s'accroissent quatre fois plus rapidement que celles vivant dans les pays impérialistes.

Si nous appliquons le principe qui dit que ce sont les masses qui font l'histoire, si nous tenons compte du fait que la Seconde Guerre Mondiale a mis les masses debout politiquement (comme le reconnaissent, même les conseillers réactionnaires des États-Unis), nous pensons qu'une guerre mondiale engendrée par la contradiction entre les impérialistes serait une nouvelle guerre inter-impérialiste pour l'hégémonie mondiale et le partage de la Terre, donc le partage du butin ; le butin, ce sont les nations opprimées, et donc ils seraient obligés d'occuper notre territoire pour nous dominer ; et ainsi, à nouveau, la contradiction principale redevient la contradiction entre les masses opprimées, d'un côté, et les superpuissances et puissances impérialistes de l'autre.

Nous y croyons fermement.

Ce n'est pas, comme le disent certains, par chauvinisme d'appartenir aux pays ou aux nations opprimées ; non, ce n'est pas cela ; c'est la tendance que montre l'histoire ; c'est le poids de la masse dans l'histoire et, de plus, les faits le démontrent peu à peu que c'est avec la lutte qui se livre dans les nations opprimées que l'impérialisme s'enfonce et se ruine de plus en plus ; ce sont des faits irréfutables.



Par conséquent nous considérons que cette contradiction principale est d'une grande importance ; elle est décisive pour balayer l'impérialisme et la réaction de la face de la Terre à condition que la révolution mondiale soit commandée et guidée par le marxisme-léninisme-maoïsme, que se développent des partis communistes basés sur cette idéologie et que soit assumée la guerre populaire, et j'insiste encore une fois, suivant le type de révolution et les conditions spécifiques.

Pour cette raison, nous croyons que c'est d'une grande importance, cette contradiction principale telle que nous la posons.

Il y en a qui ne le croient pas et pensent que, au fond, nous ne croyons pas à la révolution dans les pays impérialistes ; nous croyons que ces révolutions sont une nécessité historique et que le développement de la contradiction principale leur offre de meilleures conditions ; et que, même, une guerre mondiale créera de meilleures conditions pour que se fasse la révolution ; et qu'elle se fera parce que c'est une nécessité.



En fin de compte, les deux grandes forces, les deux grandes révolutions, la révolution démocratique et la révolution socialiste, doivent confluer pour que triomphe la révolution dans le monde ; sinon , on ne pourra pas balayer l'impérialisme et la réaction de l'ensemble du monde. Voilà ce que nous pensons.

Pour nous, quelle est la question clé ? C'est celle du marxisme-léninisme-maoïsme, parce que le problème est d'avoir une ligne idéologique et politique, juste et correcte.

Il ne peut ne pas y avoir une ligne politique juste et correcte s'il n'y a pas une idéologie juste et correcte ; c'est pour cela que nous croyons que la clé de tout est l'idéologie : le marxisme-léninisme-maoïsme, principalement le maoïsme.

En deuxième lieu : développer des partis communistes ; pourquoi ?

Parce que les masses sont assoiffées de révolution, elles sont prêtes pour l'action et elles clament révolution ; donc, le problème ne réside pas dans les masses ; le prolétariat clame révolution ; les nations opprimées, les peuples du monde, crient révolution ; alors nous avons besoin de développer des partis communistes ; le reste –et j'insiste- ce sont les masses qui le font ; ce sont elles qui font l'histoire et qui balayeront

l'impérialisme et la réaction mondiale, avec la guerre populaire (...).

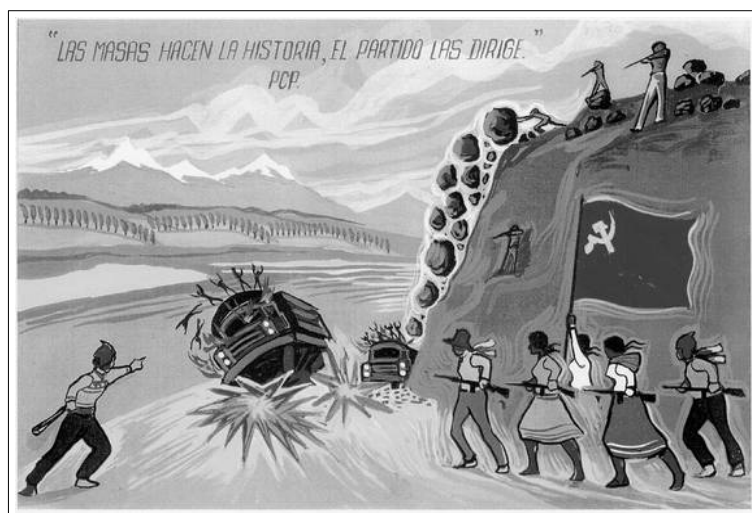
Le Président Mao nous disait : il faut se préparer et se préparer des maintenant contre une guerre impérialiste et principalement contre une guerre atomique ; comment allons-nous leur répondre ?

Évidemment, seulement avec la guerre populaire, il n'y pas d'autre forme, voilà le principal.

Les démasquer fait partie d'une campagne de propagande qui montre au monde leurs sinistres et macabres plans d'énorme génocide, mais jamais cela n'arrête une guerre.

Staline l'a dit clairement ; ces campagnes n'arrêtent jamais une guerre ; alors la seule chose à faire si nous voulons empêcher une guerre, c'est de développer la révolution.

Comme l'enseigne le Président Mao : soit la révolution empêche la guerre mondiale, soit cette dernière attise la révolution. Voilà, je crois, la situation telle qu'elle se pose à nous.



« Gonzalo est décédé le 11 septembre 2021 et nous voulons ici brièvement dire ce qu'il a signifié pour nous en Belgique et en France, et d'ailleurs ce qu'il signifie encore.

Il ne s'agit pas de faire une présentation formelle, de formuler tel ou tel point idéologique, mais d'aller directement à l'essentiel et ici il y a quelque chose de finalement très simple : *Gonzalo, c'est la lutte armée pour le communisme.* »

- Centre MLM de Belgique, PCF(mlm) -

Gonzalo, le grand commentateur du maoïsme, septembre 2021

LE PARTI COMMUNISTE DU PEROU SUR LA GUERRE MONDIALE

LA LIGNE INTERNATIONALE (1988)

Définir stratégiquement les zones d'importance principale et secondaire pour faire la révolution mondiale, c'est la clé pour établir le rôle que chaque région, chaque parti, doit jouer dans la révolution mondiale.

Pour les Partis Communistes le problème ne consiste pas à centrer leur attention sur la guerre mondiale impérialiste, mais sur la guerre populaire, car ce n'est que d'elle que découlera le pouvoir dirigé par le prolétariat.

Nous considérons que tant qu'existera l'impérialisme, il y aura une marge de possibilité pour des guerres mondiales impérialistes et ce que le Président Mao dit est juste: ou bien la révolution conjurera la guerre, ou bien la guerre mondiale attisera la révolution.

Pour qu'éclate une guerre mondiale impérialiste, la supériorité stratégique de l'une des superpuissances doit se définir.

Selon les théoriciens militaires réactionnaires, la guerre se déroulera au début avec des armes atomiques, d'écrasants bombardement atomiques des deux côtés.

Et en un deuxième moment, d'énormes contingents de milliards d'hommes interviendraient et l'on passerait à une guerre conventionnelle, avec occupation des territoires, car l'objectif est la répartition du butin, spécialement dans les nations opprimées.

Puis, il y aurait une phase de tueries féroces de vastes proportions qui, à son tour, se répercuterait sur les impérialistes.

Alors, les nations opprimées, les peuples et la classe qui se soulèveraient en guerre populaire auraient, pour le faire, des raisons bien plus puissantes.

Ainsi donc, si la guerre impérialiste mondiale éclate, en premier lieu nous y sommes opposés, deuxièmement nous ne la craignons pas et nous nous centrons sur la révolution, troisièmement se centrer sur la révolution signifie faire la guerre populaire dirigée par le prolétariat au moyen de ses partis communistes.

Et, quatrièmement, cette guerre populaire doit être spécifique à chaque type de pays, selon le genre de révolution.

La guerre populaire mondiale est donc à l'ordre du jour.

La Belgique et la France n'ont toujours pas récupéré leur niveau économique d'avant-crise

C'est un fait d'une grande portée : en octobre 2021, ni la Belgique ni la France n'ont atteint leur niveau économique d'avant l'ouverture de la crise. Un tel prolongement de l'affaissement économique est une preuve, s'il en fallait une, qu'il y a bien une seconde crise générale du capitalisme. Encore une fois, la question n'est pas de savoir si le capitalisme peut surmonter celle-ci – par la rationalisation et la guerre impérialiste – mais bien si elle existe comme tendance historique.

Il est intéressant de noter ici la grande précaution de la Belgique dans la présentation de ses données. Au premier octobre 2021, on a ainsi les chiffres de la production industrielle pour... le mois de juillet 2021, et ces données sont présentées de manière brute par *Statbel*, sans aucun commentaire. Il faut donc procéder à une recherche pour savoir ce qu'il en est, ce qui donne ceci, en euros.

Type d'industrie	Juillet 2019	Mars 2020	Juillet 2021
Industries alimentaires (sauf abattoirs et laiteries)	2 155 558 881	2 258 537 700	2 112 027 926
Viande et produits à base de viande	436 858 913	475 931 195	426 323 975
Boissons	484 522 797	390 163 753	382 114 625
Tapis et moquettes	107 573 592	88 298 735	108 151 571
Bois, articles en bois et en liège, à l'exclusion des meubles ; articles de vannerie et de sparterie	216 983 417	204 198 439	273 024 055
Articles en papier ou en carton	213 988 632	223 620 542	203 499 430
Produits chimiques	2 394 540 384	2 384 872 413	2 887 608 601
Produits pharmaceutiques de base et préparations pharmaceutiques	1 184 055 718	1 970 796 340	4 293 892 709
Produits métallurgiques	1 438 906 438	1 474 219 269	1 753 566 421
Machines et équipements non classé ailleurs	567 334 379	562 825 226	570 870 992
Véhicules automobiles, remorques et semi-remorques	846 297 554	759 476 499	977 325 582

Naturellement, la crise s'exprime à travers un développement inégal, aussi y a-t-il des secteurs qui s'en sortent de manière plus marquée que d'autres, comme les produits pharmaceutiques qui ont même d'ailleurs largement profité de la nouvelle situation. Mais l'existence même d'un tel déséquilibre reflète justement la crise.

De plus, il ne s'agit pas de savoir seulement si, par exemple, davantage de tapis et de moquettes sont produits (et vendus), mais également dans quelle mesure le tassement, voire le recul sur toute une période a enrayé la dynamique de l'accumulation capitaliste. Il suffit qu'un secteur ralentisse pour qu'en effet le capital, qui s'accumule toujours plus, se déporte sur un autre secteur, ce qui donne une surcharge de capital, un renforcement de la bataille pour le profit, donc une rationalisation plus poussée de la production au sein d'une concurrence exacerbée.

Il faut ici souligner la prudence de *Statbel*. Voici ce qui est dit pour l'indice de la production industrielle pour juillet 2021.

« En juillet 2021, l'indice désaisonnalisé de la production industrielle montre une hausse de 5,1% par rapport à juin 2021. L'indice corrigé pour les effets calendrier montre une hausse de 26,5% par rapport à juillet 2020.

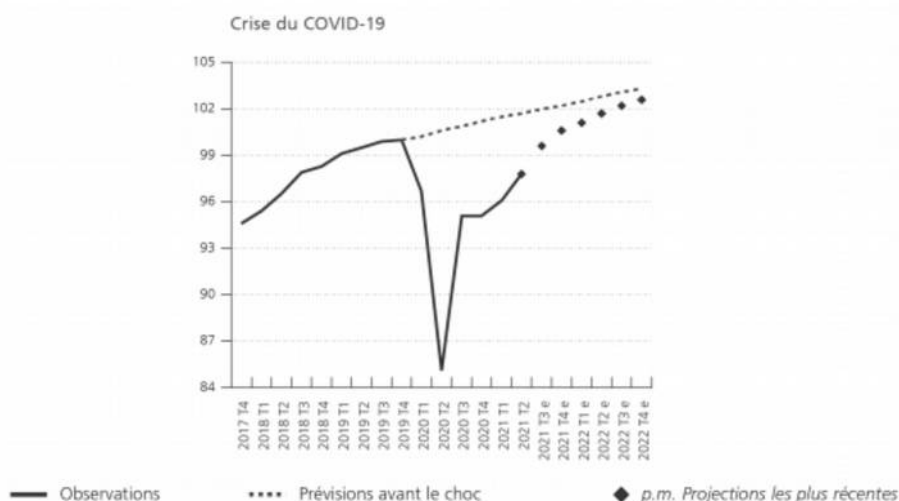
Les résultats pour le mois de juillet 2021 sont provisoires. »

Or, le problème est simple à comprendre : non seulement *Stabel* dit que c'est provisoire, mais il ne dit pas dans quelle mesure la très forte hausse par rapport à juillet 2020 suffit à rattraper le retard ou pas ! Pour l'indice de production dans la construction, *Stabel* ne le dit pas non plus, mais comme il y a un recul, on saisit l'ampleur de la catastrophe :

« En juillet 2021, l'indice désaisonnalisé de la production dans la construction montre une hausse de 1,0% par rapport à juin 2021. L'indice corrigé pour les effets calendrier montre une baisse de 3,8% par rapport à juillet 2020. »

Pour avoir une vue d'ensemble, il faut se tourner vers la Banque nationale de Belgique, qui donne les chiffres suivants pour le PIB : celui-ci aurait augmenté de 14,9 % par rapport au deuxième trimestre de 2020. Cela donnerait 5,7 % de croissance en 2021 et, par conséquent, le Bureau Fédéral du plan table sur un retour au niveau d'avant-crise un peu avant la fin de l'année.

(PIB en volume, indices, pic d'avant la crise = 100)



Cela indique donc que la Belgique n'a toujours pas récupéré son niveau d'avant le début de la crise et que même si elle le récupère, il y aura toute une période formant une « page blanche » pour le capitalisme, ce qui, même si l'expansion capitaliste redémarre, forme une immense source de déséquilibre.

Pour la France, on a la même perspective. Selon l'INSEE, la production industrielle en France a augmenté de 1 % sur un mois en août 2021. La production industrielle est alors de 3,9 % plus basse que son niveau de février 2020.

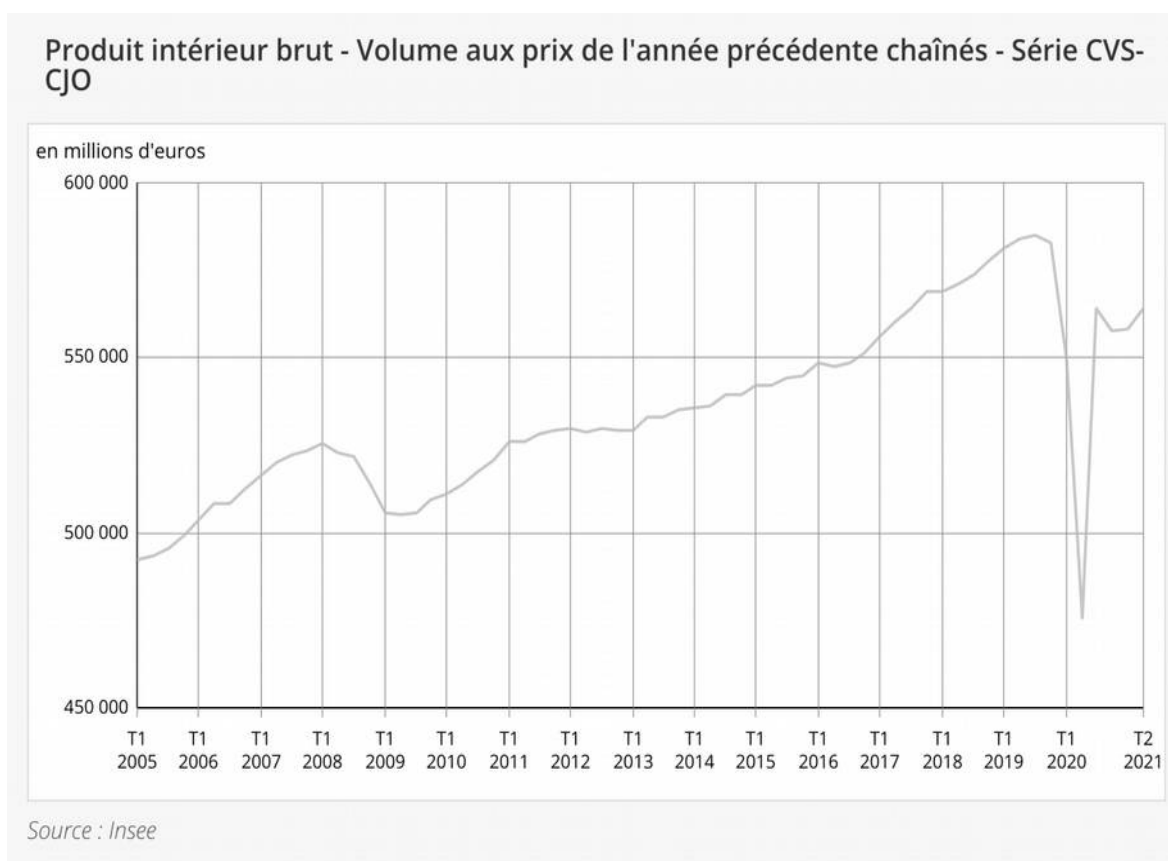
Voici ce que dit l'INSEE pour la production industrielle :

« En août 2021, la production demeure en retrait par rapport à son niveau de février 2020 dans la plupart des branches industrielles.

Elle reste en fort recul en particulier dans les matériels de transport (-23,8 %), aussi bien dans l'industrie automobile (-20,1 %) que dans les autres matériels de transport (-26,3 %). Elle est également en net repli dans la cokéfaction-raffinage (-9,7 %).

La baisse est plus contenue dans la fabrication de biens d'équipement (-2,6 %), dans les « autres industries » (-1,5 %), ainsi que dans les industries extractives, énergie, eau (-0,3 %). La production des industries agro-alimentaires est quant à elle supérieure à son niveau de février 2020 (+0,9 %). »

Pour la production manufacturière, la différence est même de 4,5 %. Le PIB français n'a, de fait, toujours pas rattrapé son niveau d'avant-crise.



Il faut souligner ici un point important. Dans son calcul du PIB, l'INSEE considère que la production industrielle compte bien moins que les services, en se fondant en gros sur les bénéfices du secteur industriel. C'est totalement absurde, car c'est séparer par une muraille de Chine ce qui relève d'une production générale – mais idéologiquement, l'INSEE est évidemment dans le choix de nier la centralité ouvrière.

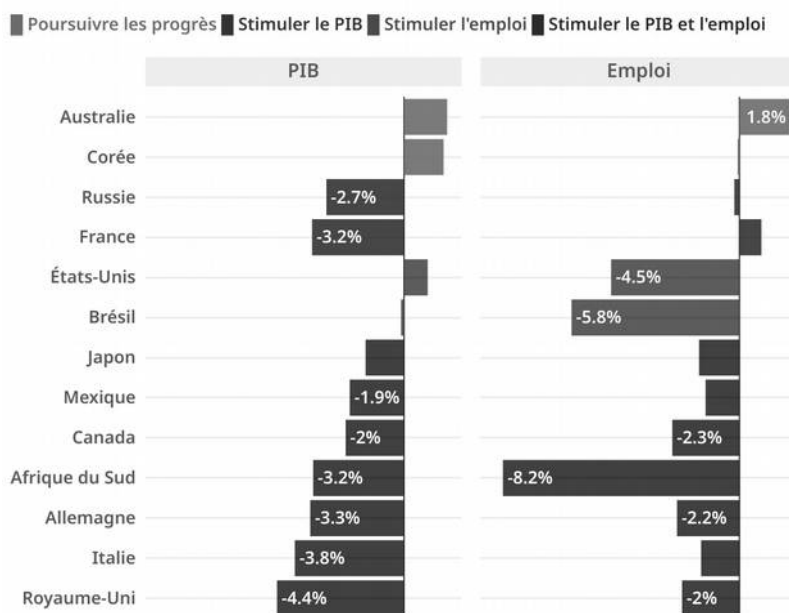
C'est cela qui amène à considérer que le transport aérien, l'hébergement, la production de films, les télécommunications, les activités immobilières, la recherche scientifique, les activités vétérinaires, les services aux ménages, etc. seraient purement des « services », totalement coupés de la réalité productive industrielle. C'est là évidemment rater que l'ensemble des travailleurs est, par la production, une extension de la classe ouvrière. Pour l'INSEE, c'est le contraire : la production industrielle n'est qu'un appendice d'une réalité consistant « réellement » en des « services » aux entreprises et aux consommateurs.

Cette focalisation sur la consommation capitaliste dans la négation de la production capitaliste est, véritablement, la base de l'idéalisme dans le domaine statistique, faisant des statistiques d'ailleurs une idéologie.

La question explosive de la hausse des prix alors que les pays capitalistes n'ont pas atteint leur niveau d'avant-crise

La situation de la Belgique et de la France n'a rien d'unique. L'OCDE constate la même chose à travers le monde.

% de variation entre T4 2019 et T2 2021



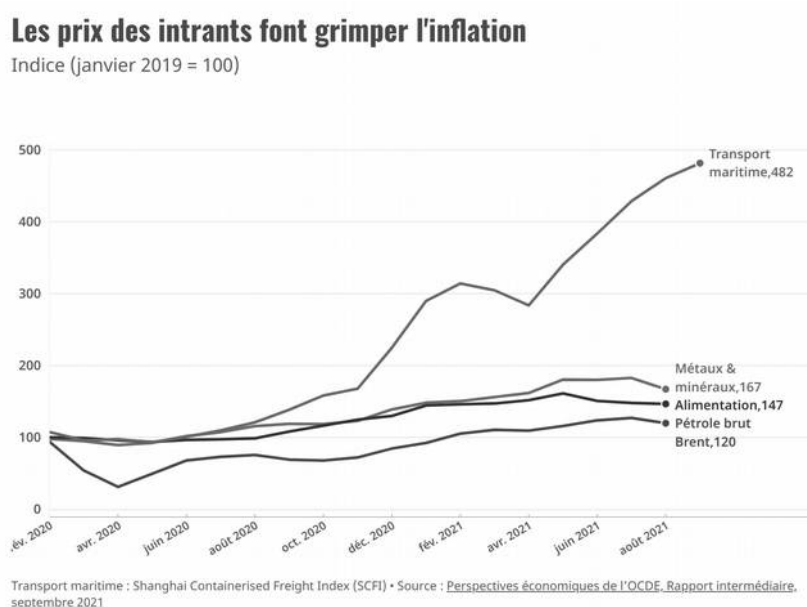
Les données se réfèrent au T1 2021 (au lieu du T2 2021) pour le PIB en Russie et en Afrique du Sud. Emploi : part de la population âgée de 15 à 74 ans qui a un emploi. • Source : [Perspectives économiques de l'OCDE, Rapport intermédiaire, septembre 2021](#)

Or, il y a l'inflation qui vient plomber la progression ! La Banque centrale européenne dans son dernier rapport parle de 3 % d'inflation dans la zone euro pour août 2021, et table sur une inflation de 2,2 % pour l'année 2021, de 1,7 % pour 2022.

La Banque centrale européenne tient l'argumentaire suivant : la hausse des prix a comme source la reprise de l'économie. Subitement, il y a davantage besoin de pétrole, ce qui fait monter les prix. C'est d'autant plus vrai que l'économie capitaliste repartirait rapidement. De plus, la crise sanitaire a provoqué des pénuries et celles-ci ont fait monter les prix du matériel et des équipements.

Au fur et à mesure que l'économie va reprendre son cours normal, cette hausse des prix qui ne repose que sur une distorsion temporaire va disparaître.

Le tableau suivant, où l'OCDE présente la montée des prix des « intrants », reflète cette conception.



On peut noter ici la question des prix agricoles qui entre août 2020 et août 2021 sont en hausse de 10,4 %. L'INSEE explique cela ainsi :

« Le prix du maïs rebondit (+5,2 % après -8,2 %) en raison notamment de conditions météorologiques défavorables aux États-Unis et du retard des récoltes françaises.

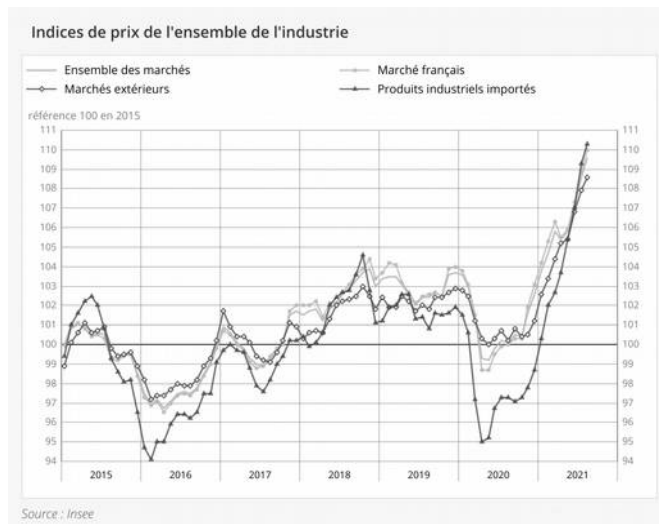
Le prix du blé tendre accélère (+14,7 % après +0,6 %) en lien avec la révision à la baisse de la récolte russe, la qualité décevante des récoltes françaises et les sécheresses aux États-Unis, au Canada et en Argentine. Sur un an, les prix des céréales, déjà dynamiques, accélèrent fortement (+33,5 % après +17,2 %).

Les prix des oléagineux accélèrent en août 2021 (+4,9 % après +2,0 % en juillet). Le prix du tournesol rebondit (+7,3 % après -1,2 %) et celui du colza accélère (+4,8 % après +2,6 %) du fait notamment des déficits hydriques au Canada. À l'opposé, le prix du soja se replie (-1,6 % après +3,8 %).

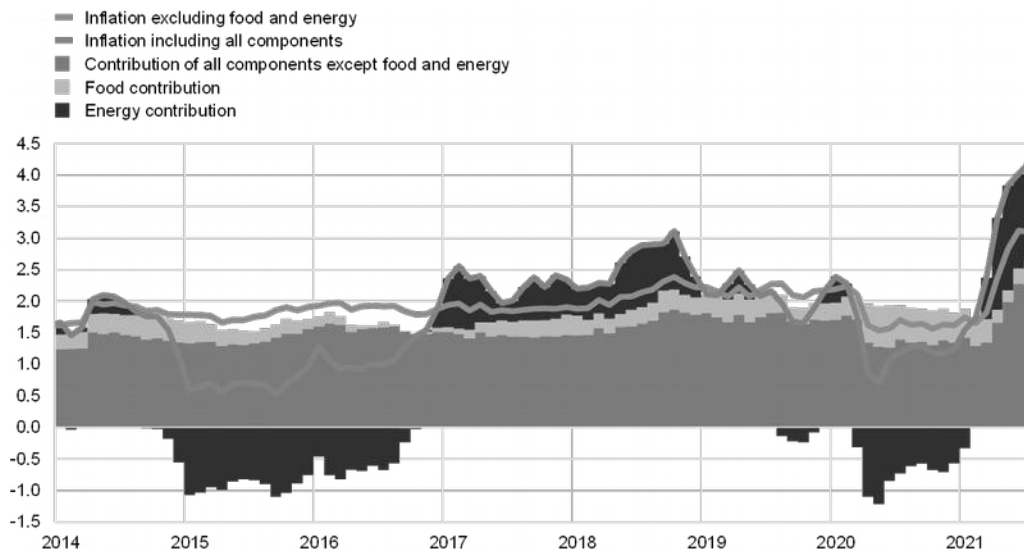
Sur un an, les prix des oléagineux accélèrent (+48,6 % après + 43,7 %). »



Et la reprise se faisant dans un cadre capitaliste concurrentielle est chaotique, on a un même panorama dans l'industrie, en raison des pénuries il y a une précipitation pour produire et les prix grimpent d'autant.



Seulement voilà, si l'on prend cet autre graphique, on comprend que cela n'est qu'une part insuffisante de la vérité. C'est l'énergie qui est la cause principale de l'inflation, de manière particulière marquée, conformément à un développement inégal reflétant une crise.



C'est la crise du prix du gaz qui est ici essentielle. Il y a pénurie de gaz et les prix montent en flèche.

Les Échos expliquent qu'en France, pour un abonné au gaz chez Engie, il y a une hausse de 29 % depuis le 1er janvier 2019 et de 44 % depuis le 1er janvier 2020. La CREG, Commission de Régulation de l'Électricité et du Gaz de Belgique table en l'état pour un foyer d'une hausse de 116 € sur la facture annuelle d'électricité (pour une consommation de 3 500 kWh/an) et de 598 € sur la facture annuelle de gaz naturel (pour une consommation de 23 260 kWh/an).

Le 6 octobre, le journal français *Ouest-France* constatait :

« Le prix du gaz s'envole, ce mercredi 6 octobre, sur les marchés européens. Les références continentale et britannique battent de nouveaux records en raison de la forte demande à l'approche de l'hiver, notamment en Asie, mais aussi de l'offre contrainte et des stocks bas partout dans le monde.

Le marché européen de référence, le TTF (Title Transfer Facility) néerlandais, grimpait en fin de matinée de 25,14 % à 145,19 € le mégawattheure (MWh) quand le prix du gaz britannique pour livraison le mois prochain gagnait 25,13 % à 367,78 pence par thermie (une unité de quantité de chaleur). Les deux marchés ont temporairement engrangé des gains supérieurs à 25 % et atteint respectivement 162,12 € et 407,82 pence peu avant 10 h 30, un record.

« La flambée actuelle des prix de l'énergie en Europe est vraiment unique, ont réagi les analystes de Société Générale. Jamais auparavant les prix de l'énergie n'avaient augmenté aussi haut et aussi vite. »

Interrogé par l'AFP, l'analyste de Commerzbank Carsten Fritsch voit dans cette accélération très forte des prix un « mouvement de panique et de peur » face à des stocks bas à l'approche de l'hiver dans l'hémisphère nord (...).

Les analystes d'ING ajoutent un ensemble de facteurs composés de prix élevés de l'électricité, d'une offre limitée en provenance de Russie et la possibilité d'un hiver plus froid. Le Kremlin a cependant affirmé mercredi que la Russie n'avait rien à voir dans l'envolée récente des prix du gaz. »

En réalité, la Russie a tout intérêt à forcer cette situation, car elle veut à tout prix que soit validé le gazoduc vers l'Allemagne, Nord Stream 2, qui lui laisserait par ailleurs le champ libre en Ukraine. Cette situation est d'une très grande tension ; Daan Killemaes, rédacteur en chef de *Trends Magazine*, constate pour la Belgique que :

« La forte augmentation du prix du gaz naturel condamne l'économie belge à un grave appauvrissement. La facture pourrait se chiffrer en milliards d'euros si le gaz naturel reste très cher pendant longtemps. »

La hausse des prix du gaz équivaut en fait à l'équivalent de la crise pétrolière de 1973. On se souvient alors les pays producteurs de pétrole du Moyen-Orient avaient augmenté largement les prix et réduit les exportations, en raison de la situation lors de la guerre du Kippour opposant Israël à l'Égypte et la Syrie.

On a ici quelque chose de similaire et il est évident que la Russie, malgré ses dénégations, joue un rôle, afin d'imposer le gazoduc Nord Stream 2, dont l'ouverture résoudrait une partie significative de la pénurie de gaz. C'est une crise dans la crise, conformément au principe de la crise générale, qui n'est certainement pas uniquement « économique ». ■

Un exemple de la poussée de la fraction agressive de la bourgeoisie en France : le groupe de presse Valmonde

Dans l'analyse du fascisme, il y a une erreur très courante qui provient de la déformation trotskiste de l'approche communiste. Cette erreur, c'est celle qui veut la dynamique centrale du fascisme soit la « classe » moyenne en déperdition.

Cet aspect forme évidemment un élément important, un des moteurs de masse du fascisme mais aucunement sa substance intrinsèque. *Sa base c'est la division interne à la bourgeoisie, division fondée sur une divergence de vue et d'intérêts quant à la modernisation-restructuration en temps de crise générale.*

D'un côté il y a la fraction libérale, de l'autre la fraction conservatrice-réactionnaire. Et penser que cette séparation est absolue serait là aussi une erreur, et il suffit pour cela de jeter un coup d'œil à l'hebdomadaire *Valeurs Actuelles* pour le saisir.

Dans les années 2010, *Valeurs Actuelles* a connu une montée en puissance dans sa capacité à influencer l'agenda médiatique et politique. Encore récemment au printemps 2021, il a été le relais, pour ne pas dire le fer de lance, d'une tribune de militaires appelant au rétablissement de « l'ordre », initialement publiée sur un blog peu connu « place d'armes ».

De ce fait, *Valeurs Actuelles* a pris une telle place dans l'opinion publique de ces dernières années que l'on en a oublié qu'il a été fondé en 1966.

Cette presse est issue de la création en 1957 par Raymond Bourguin de la Compagnie française de journaux, qui édite alors l'hebdomadaire *Finance*, qui deviendra en 1966 *Valeurs Actuelles*.

Raymond Bourguin était un homme politique d'extrême droite, pro-Algérie française, soutien avéré de Jean-Louis Tixier-Vignancour, et membre de l'« Association pour défendre la mémoire du maréchal Pétain ». Ainsi Lucien Rebatet, un journaliste et ancien collabo, y tenait une critique cinématographique entre 1966 et 1972.

En complément de *Valeurs Actuelles*, la Compagnie française de journaux édite le mensuel *Le spectacle du monde* qui se focalise sur des questions d'actualité « géopolitique, politique et culturelle ».

On y retrouve, entre autres, Alain de Benoist, grand théoricien de la « Nouvelle Droite » et de l'ethno-différentialisme, Éric Zemmour, François Bousquet (actuellement dirigeant de la revue fasciste *Éléments* et de la librairie d'extrême droite « La Nouvelle Librairie » dans le 6^e arrondissement de Paris), ou bien encore Philippe Conrad, secrétaire général de 1974 à 1977 du Groupement de Recherche et d'études sur la civilisation européenne (GRECE, club de pensée organisé autour de l'ethno-différentialisme).

En 1977, Raymond Bourguine est élu sénateur pour le « Centre National des Indépendants », structure populiste de droite « agrarienne », héritière d'Henri Dorgères et de Pierre Poujade.

Puis, dans les années 1980, il rejoint le RPR, Rassemblement pour la République (fondé par Jacques Chirac en 1976 pour unir les tendances de droite autour du néo-gaullisme, en opposition à la modernisation libérale préconisée par Valéry Giscard D'Estaing).

De ce point de vue, on comprend mieux les propos d'Eric Zemmour, appelant à un retour au RPR, ce parti néo-gaulliste, assumant clairement l'anti-communisme et l'autoritarisme anti-libéral. Face au président des Républicains, Eric Zemmour a en effet dénoncé la « trahison » par « les centristes ».

Il est clair que le magma journalistique porté par la Compagnie française de journaux n'est que l'expression organique de toute une frange d'extrême droite issue notamment de la Fédération des étudiants nationalistes, syndicat étudiant fondé le 1^{er} mai 1960 pour concurrencer l'UNEF.

L'objectif était de batailler sur le plan culturel et idéologique afin de sauvegarder des positions dans la société pour mieux anticiper l'avenir.

Le soutien en 1965 à la candidature de Jean-Louis Tixier-Vignancour, la fondation en 1969 du GRECE forment à ce titre des jalons parallèles aux médias édités par la Compagnie, formant tout un écosystème intellectuel.

Dans les années 1960-1970, *Valeurs Actuelles* est donc une presse confinée à des strates confidentielles de la bourgeoisie conservatrice, nostalgique d'un passé révolu et cherchant un nouvel élan tant idéologique que politique.

Ce moment s'est reflété dans ce qui sera théorisé plus tard comme un « gramscisme de droite » ou « métapolitique ». Il est donc tout à fait erroné de parler d'« extrême droitisation » de *Valeurs Actuelles*. Ce qui change, c'est simplement l'époque et la tendance historique de fond, nullement la substance idéologique et culturelle de ce média.

Et ce changement d'époque, c'est tout simplement l'irruption de la seconde crise générale du capitalisme qui renforce la fraction agressive de la bourgeoisie dans sa capacité à prendre le contrôle de l'appareil d'État.

Une prise de contrôle qui intervient comme la consécration historique de tout un travail culturel de long terme réalisé au préalable ! De ce point de vue, la percée d'Eric Zemmour en cet automne 2021, à six mois des élections présidentielles, en est une expression forte.

Entretemps, le groupe éditeur La compagnie française de journaux a changé de nom pour devenir Valmonde en 1982. Outre *Valeurs Actuelles* et *Le spectacle du monde*, le groupe Valmonde possède aussi les magazines *Mieux vivre votre argent*, ainsi que *Jour chasse*.

C'est là tout un programme en soi.

Entre 1990 et 2006, c'est Dassault Communication, filiale du groupe d'armement français de Serge Dassault également propriétaire du *Figaro*, qui détient le groupe Valmonde.

Puis, entre 2006 et 2012, Valmonde passe sous le giron du groupe Sud Communication (détentriche également de Sud Radio) détenu par Pierre Fabre, à la tête du groupe pharmaceutique du même nom. Olivier Dassault, fils de Serge Dassault, ainsi que Pierre-Yves Revol, journaliste et actionnaire du groupe Fabre, restent toutefois membre du conseil de surveillance de Valmonde.

Car *Valeurs Actuelles* est réellement devenue une presse qui influence la société dans les années 2010, et surtout dans le courant 2013 lors des « manifs pour tous », qui a formé la plus grande contestation de masse à droite depuis 1984. C'est la même année que Valmonde lance une nouvelle revue trimestrielle, *Jour de cheval*, « revue de prestige dédiée à l'art de vivre équestre », témoin de son ancrage de la vie quotidienne de la haute bourgeoisie.

Valeurs Actuelles se trouve diffusé à plus de 100 000 exemplaires suivant une augmentation de pagination dès 2008, sur la base d'une étude marketing du lectorat. Voici ce que raconte en 2013 Yves de Kerdrel, directeur de Valmonde et directeur de la rédaction de *Valeurs Actuelles* de 2012 à 2018 :

« *Le profil type est un Français bourgeois, rural, de profession libérale, avec des préoccupations très provinciales. Il est contre le politiquement correct et contre le parisianisme.* »

Fils de banquiers, marié à Anne Augier de Crémiers, une héritière de la noblesse française du XVI^e siècle et originaire du Poitou, membre de « l'Association d'entraide de la noblesse française » créée en 1936, Yves de Kerdrel est également chroniqueur économique au *Figaro*.

Fondateur en 2009 du groupe *Wansquare*, média numérique spécialisé dans l'analyse des transactions financières, Yves de Kerdrel est un ancien éditorialiste aux *Échos* entre 1999 et 2005 et ancien membre de la « Commission pour la libération de la croissance française » ou « Commission Attali » fondée en 2007.

S'il y a un élément tangible de la montée en puissance politique de la fraction chauvine, agressive, de la bourgeoisie, c'est bien la modification de la direction du *Figaro*, presse historique de la bourgeoisie conservatrice, qui trouve à la tête de ses trois principales publications d'anciens collaborateurs de *Valeurs Actuelles*.

On retrouve ainsi Alexis Brézet comme directeur des rédactions du *Figaro*, ancien directeur de rédaction de *Valeurs Actuelles* entre 1999 et 2004. Guillaume Roquette, directeur du *Figaro Magazine*, ancien directeur général du groupe Valmonde et de la rédaction, de *Valeurs actuelles* entre 2006 et 2012.

Enfin, Michel De Jaeghere, directeur du bimestriel *le Figaro Histoire* depuis 2012, a également été directeur adjoint de *Valeurs Actuelles* ainsi que directeur du *Spectacle du monde*.

C'est bien là une modification « moléculaire » de l'appareil intellectuel dirigeant sous le poids de la crise générale. Des figures journalistiques issues de *Valeurs Actuelles* et qui ont été imposées par Serge Dassault lui-même, comme le révèle un article du *Monde*.

Depuis 2015, Valmonde a été racheté par « Prinvest Médias », un groupe de médias détenu par Iskandar Safa, Etienne Mougeotte (qui vient de décéder) et Charles Villeneuve.

Prinvest Médias est une filiale de la holding internationale du même nom spécialisée dans la construction navale civile et militaire. Prinvest détient notamment les Constructions mécaniques de Normandie à Cherbourg.

Au passage, ce groupe partenaire du Crédit suisse et de la banque russe VTB Capital est accusé d'avoir fait des montages financiers scrupuleux au Mozambique, ayant abouti à la faillite du pays en 2016.

En lien avec ce rachat, Erik Monjalous-Irissarry, ancien directeur général de l'Opinion, président de l'agence de presse *6médias* et ancien directeur commercial et marketing de l'AFP, a succédé à Yves de Kerdrel à la tête de Valmonde. En 2016, la revue *Marine & Océans* fondée en 1926 et spécialisée dans l'analyse « géopolitique » des mers et des océans est rachetée par Valmonde.

Derrière Valmonde, et cela dès son origine, on a bien les activités de groupes monopolistiques cherchant à diffuser leurs points de vue. Mais ce qui change entre les années 1970 et aujourd'hui, c'est bien la capacité même de cette fraction de la bourgeoisie à prendre le contrôle du pouvoir de manière unilatérale, reflétant ici la tendance à la guerre de repartage du monde.

Cela est d'ailleurs tout à fait conforme à la définition du fascisme par le communiste bulgare Georgi Dimitrov :

« Le fascisme, ce n'est pas une forme du pouvoir d'Etat qui, prétendument, “se place au-dessus des deux classes, du prolétariat et de la bourgeoisie” ainsi que l'affirmait, par exemple, [le social-démocrate autrichien] Otto Bauer. Ce n'est pas “la petite bourgeoisie en révolte qui s'est emparée de la machine d'Etat”, comme le déclarait le socialiste anglais Brailsford.

Non. Le fascisme, ce n'est pas un pouvoir au-dessus des classes, ni le pouvoir de la petite bourgeoisie ou des éléments déclassés du prolétariat sur le capital financier.

Le fascisme, c'est le pouvoir du capital financier lui-même. C'est l'organisation de la répression terroriste contre la classe ouvrière et la partie révolutionnaire de la paysannerie et des intellectuels. »

En décembre 2020, Valmonde connaît un boom de son chiffre d'affaires record consécutif à l'annonce d'une possible candidature d'Éric Zemmour à l'élection présidentielle de 2022.

Cela a permis à *Valeurs Actuelles* de lancer un média numérique de vidéos, « VA + » dans l'optique de concurrencer Kombini, Brut, AJ+, etc.

En août 2021, un long entretien d'Éric Zemmour à *Valeurs Actuelle* fait écouler ce numéro de l'hebdomadaire à 39 500 exemplaires, contre 21 500 en moyenne sur toute l'année 2020.

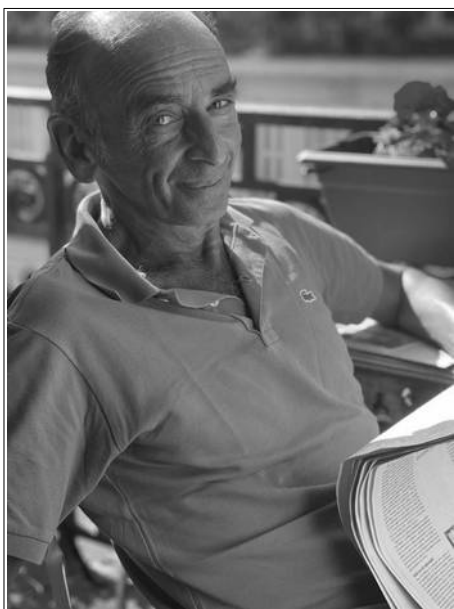
Tout cela fait partie de la tendance en cours : la prise de contrôle de l'État par le capital financier, dans le but de pacifier à l'intérieur pour mieux poser les conditions culturelles et politiques de la guerre de repartage. ■

L'irruption politique d'Éric Zemmour en France : un exemple d'activation mécanique par la contre-révolution

Lorsqu'il y a une crise, il y a un renouvellement de la vie politique et une modification de celle-ci, conformément aux besoins de changement de forme du régime. C'est là quelque chose qui se vérifie aisément historiquement et l'Histoire est riche de figures propulsées par le capitalisme en crise, après avoir été façonné de manière adéquate.

Les figures des années 1920-1930 sont bien connues. Benito Mussolini était une figure de la gauche du Parti socialiste italien, Adolf Hitler un ancien soldat rejoignant un regroupement ultra-nationaliste, Jozef Piłsudski le chef du parti socialiste polonais, Engelbert Dollfuss un ancien soldat représentant des grands propriétaires terriens, Salazar un économiste catholique, Metaxas un haut responsable militaire comme Franco et Horthy...

Tous ont été propulsés de manière subite sur le devant de la scène, pour des raisons historiques propres à leur pays. Ainsi, Benito Mussolini a assumé le nationalisme et a diffusé le style syndicaliste révolutionnaire dans les couches petites-bourgeoises contestataires ; Hitler portait le pangermanisme ; Piłsudski avait une ligne expansionniste non étroitement ethnique polonaise ; Dollfuss portait le catholicisme, tout comme Salazar ; Metaxas, Franco et Horthy avaient l'armée avec eux...



De nombreuses figures françaises ont cherché pareillement à profiter du même élan : le colonel La Rocque avec ses Croix de Feu qu'il transforma en Parti Social Français, Henri Dorgères avec ses chemises vertes paysannes, Jacques Doriot avec le Parti populaire français... C'est finalement le maréchal Pétain qui réussit, en profitant de la défaite de 1940 et alors qu'il était une figure du « recours » tendancielle au début des années 1920.

Car le recours par la bourgeoisie, ou plutôt la haute bourgeoisie, à une

figure « providentielle » est toujours tendancielle. Il ne s'agit pas d'un processus rationnel, d'une construction sur le sol du réel, comme pour les dirigeants du mouvement ouvrier. Il s'agit simplement d'une capacité à propulser.

Il y a besoin d'une figure qui soit le vecteur de certaines valeurs, d'un certain style. Il n'y a nullement besoin de cohérence idéologique et d'ailleurs justement moins il y en, mieux c'est, puisqu'il s'agit de mettre en avant une figure providentielle agissant de manière pragmatique pour re-solidifier les fondations de la société capitaliste.

Il n'y aucune règle qui puisse ici prévaloir, d'où l'échec de La Rocque, alors que son Parti Social Français était dans les années 1930 un très large mouvement de masses. Pareillement, l'ancien Chef d'État-major des Armées Pierre de Villiers s'était placé comme un tel homme providentiel pour 2022, jouant de la carte du militaire capable de décisions... et c'est pourtant un simple journaliste, Éric Zemmour, qui l'a remplacé à ce poste.

C'est un excellent exemple de cette tendance qui n'est jamais qu'une simple tendance. Chercher de manière rationnelle le positionnement de tels hommes providentiels, c'est rater leur substance et tomber dans le piège.

Rien ne présageait d'ailleurs à ce qu'Éric Zemmour, sans même encore avoir annoncé sa candidature, soit début octobre à 15 % d'intentions de vote. Éric Zemmour a en effet eu une carrière tout à fait classique : d'un milieu modeste, il fait Sciences Po et rate l'ENA, devient journaliste dans les milieux bourgeois conservateurs alors que lui-même intègre la bourgeoisie juive de l'Ouest parisien (avec sa vraie religiosité et son affection pour le Paris Saint-Germain au Parc des Princes), il publie des romans et des essais, tout en étant chroniqueur à la radio et la télévision.

Seulement, avec la seconde crise générale du capitalisme, le point de vue d'Éric Zemmour est utile, car il consiste en un anticapitalisme romantique. Il ne faut pas chercher bien entendu d'idéologie à Éric Zemmour : il n'en a pas. Déjà, parce qu'aucun homme « providentiel » n'en a, par définition même, et ensuite parce que c'est une tradition



française bourgeoise que d'éviter tous système de pensée (ce qui est commun à Napoléon, Napoléon III, Maurras, Jaurès, de Gaulle, etc.).

De plus, Éric Zemmour écrit aussi mal qu'il parle bien et ses œuvres sont d'une faiblesse inouïe, sans aucune colonne vertébrale intellectuelle par ailleurs. Tout est pioché, bricolé, tel un copié collé typique du début du 21^e siècle avec toute sa décadence.

Cependant, cet anticapitalisme romantique mis en avant par Éric Zemmour correspond aux besoins de la haute bourgeoisie et il est



connu qu'on retrouve comme proches d'Éric Zemmour le riche financier Charles Gave qui promeut une ligne identitaire, le banquier d'affaires de Rothschild puis JP Morgan Jonathan Nadler, l'ancien banquier d'affaire chez Rothschild Julien Madar.

Quand on parle ici de la haute bourgeoisie, on parle en fait d'une certaine haute bourgeoisie, celle de l'Ouest parisien. Celle-ci a connu une profonde transformation, dans la mesure où elle a abandonné le conservatisme catholique qui lui a longtemps servi de porte-drapeau. Elle est désormais ouvertement cosmopolite, fascinée par la modernité du capitalisme américain dans la finance et les startups, elle a largement balancé le racisme par-dessus bord par souci d'efficacité et d'ailleurs elle s'est ouverte aux gens d'origine juive.

C'est ce changement qui, au fond, a torpillé l'ancien Chef d'État-major des Armées Pierre de Villiers, dont la ligne était ouvertement néo-catholique à l'ancienne. Et c'est ce changement qui permet le succès d'Éric Zemmour.

Les financiers qui le soutiennent sont en effet typiques de ces jeunes trentenaires ou légèrement plus âgés combinant costumes et baskets, vivant pour l'argent et par l'argent tout en écoutant du rap US sans aucun préjugé. Le capitalisme est pour eux mondialisé et ils trouveraient absurdes de rejeter un capitaliste parce que noir ou asiatique ; consuméristes et ayant profité d'une France où ils pouvaient librement consommer de Saint-Tropez à Avoriaz, ils sont un mélange de Christian Clavier et de Gerard Depardieu tout en s'imaginant Jean-Paul Belmondo et Alain Delon.

Pour cette raison, cette bourgeoisie nouveau style n'a rien non plus contre la bourgeoisie « catho tradi » dont un excellent exemple est le milliardaire Vincent Bolloré, à la tête du conglomérat possédant

notamment CNews transformé en chaîne populiste de droite où justement Éric Zemmour a pu agir en tant qu'agitateur-chroniqueur de 2019 à sa lancée politique en 2021.

C'est en fait, sans aucune originalité, un retour à l'alliance RPR-UDF du tout début des années 1980, avec une aile libérale-commerciale-bancaire pro-Europe (l'UDF) et une aile conservatrice-entrepreneurielle gaulliste (le RPR). Lorsque se tient en 1990 une convention des états-généraux de l'opposition sur l'immigration, le RPR demande la « Fermeture des frontières » et la « suspension de l'immigration », parle de « réserver certaines prestations sociales aux nationaux » et d'une « incompatibilité entre l'islam et nos lois », etc.

Éric Zemmour dit précisément la même chose et, d'ailleurs, lui aussi entend faire baisser les impôts et les charges pour les entreprises, se prononçant - plus en privé que publiquement - pour un choc libéral, espérant d'ailleurs à ce titre un soutien général de toute la droite, y compris de l'extrême-droite puisque c'était également l'objectif de Jean-Marie Le Pen.

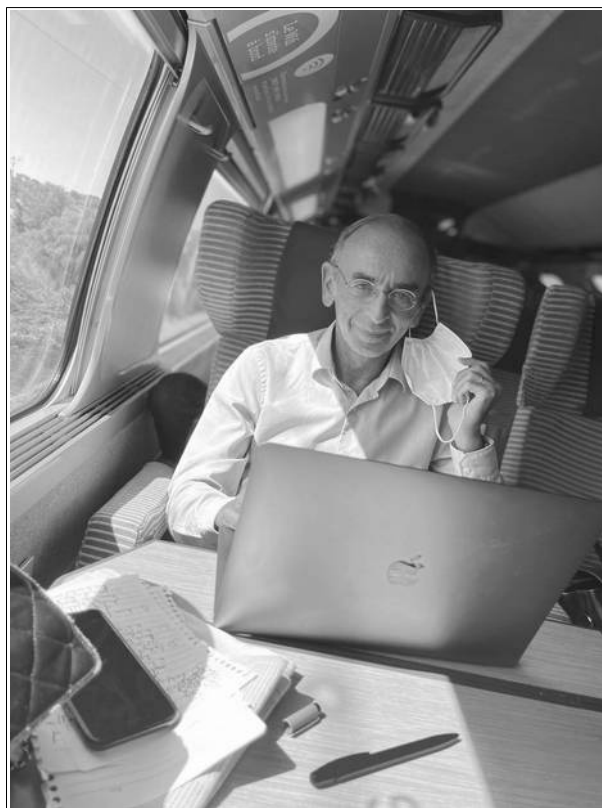
Marine Le Pen a pris entre-temps une orientation nationale-sociale lui permettant de s'acquérir de larges parts du vote ouvrier et populaire, mais elle est incapable

de prolonger le tir. Éric Zemmour se pose d'autant plus comme rassembleur de la droite et de l'extrême-droite, sur une base RPR-UDF, avec un RPR revenu « aux sources ».

Il dit lui-même que « Les idées que je défends unissent déjà la droite depuis des années ».

Éric Zemmour ne cache pas d'ailleurs que sa nostalgie, c'est la France des années 1960-1980, c'est-à-dire d'une France produisant les années fric à la Bernard Tapie et les Bronzés font du ski, avec Jean-Jacques Goldman pour faire de la variété engagée et Coluche pour se moquer.

Ce qu'il représente ainsi, c'est une valorisation de la mondialisation pour les couches sociales valorisées - les vacances à Cancún et New York - et une dévalorisation de la mondialisation en général, qui



déclasse la France n'ayant pas réussi à s'insérer suffisamment dans la nouvelle dynamique capitaliste commencée en 1989 avec la chute du mur de Berlin.

Les iPhone et les Mac, c'est bien, mais les prénoms non français comme Mohammed et Kevin, c'est mal.

Pour cette raison, Éric Zemmour est utilisable et utilisé par la haute bourgeoisie, car :

- il promeut l'occidentalisme comme idéologie, avec l'Islam servant de paratonnerre aux inquiétudes ;
- il affirme la nécessité d'une réimpulsion du capitalisme français ;
- il propose un modèle de société dans le passé et non pas dans le futur.

Il y a toutefois deux problèmes de fond. Tout d'abord, Éric Zemmour ne pose pas la question de l'orientation stratégique de la France par rapport à l'affrontement sino-américain. Il devra bien le faire, mais cela va nuire à l'unité de ses partisans dans la haute bourgeoisie, cette question étant encore largement en suspens.



Ensuite, il y a un soutien populaire à Éric Zemmour, car l'immigration s'est déroulée en France sans aucun encadrement et il en relève une véritable anarchie. Le département du 93 est ainsi devenu une vaste zone de réservoir de main d'œuvre bon marché, avec une population coupée historiquement des traditions du mouvement ouvrier, un terrible désœuvrement social, une

fuite dans les religions, une montée en puissance des mafias, d'où un violent ressentiment populaire.

Tout cela relève classiquement de l'immigration capitaliste et de son anarchie - il suffit de regarder les États-Unis pour voir cela exprimé de la manière la plus « pure » - mais Éric Zemmour tourne les choses de manière « occidentaliste » en parlant de « grand remplacement », parce qu'il doit jouer un rôle contre-révolutionnaire dans le peuple.

Il le fait d'autant plus aisément d'une part parce que les immigrés ont des conceptions féodales de par leur pays d'origine et que le décalage est total avec un capitalisme développé, et parce que l'immigration capitaliste de ces trente dernières années a accompagné une expansion du capitalisme et qu'ainsi la petite-bourgeoisie et la bourgeoisie en est contente dans la mesure où cette main d'œuvre bon marché l'a bien aidé.

Avec la crise, l'expansion est terminée, la bourgeoisie change son fusil d'épaule, d'où Éric Zemmour comme levier idéologique.

Et là c'est un problème, car soit il bascule dans le populisme à la Marine Le Pen, mais la haute bourgeoisie n'aime pas vraiment cela (trop risqué !), soit il tombe dans un conservatisme révolutionnaire à la Marion Maréchal, mais alors on perd la base populaire.



Ce qui revient à dire que pour gagner la présidentielle, Éric Zemmour doit toujours plus utiliser de démagogie envers le peuple - ce qui est le fascisme - mais que cela implique de faux espoirs agitant les masses et pouvant par la suite se retourner en son contraire.

Dans tous les cas et il faut ici insister sur ce point : il n'y aura pas de cohérence dans les propos, ni sur le plan intellectuel. C'est justement un piège contre-révolutionnaire visant à happer en ce sens.

Naturellement, les courants « révolutionnaires » petits-bourgeois tomberont dans le panneau, parce qu'ils récusent tant la crise générale du capitalisme que le communisme.

Mais du côté communiste, il faut au contraire se focaliser sur la proposition stratégique révolutionnaire, en considérant qu'Éric Zemmour comme « homme providentiel » - lui ou un autre - représente une tentative de frein, de contournement contre-révolutionnaire.

C'est une course contre la montre entre la révolution et la contre-révolution, Éric Zemmour ne représente rien d'autre qu'une tendance et c'est cette tendance qu'il faut dénoncer, et non pas ce qu'il est ou ce qu'il prétend, qui n'est que démagogie, avec d'autant plus de provocations qu'il s'agit de précipiter le plus de gens possibles dans le piège, afin d'être au centre du jeu. ■

La crise de 1929 analysée par l'Internationale Communiste

Le capitalisme américain, en position de force, avait initialement pu repousser l'impact de la première crise générale du capitalisme ; cependant, en 1929, il était rattrapé et subissait un coup au cœur.

Voici l'analyse de janvier 1930 publiée dans la presse de l'Internationale Communiste relative à l'effondrement d'octobre 1929, le fameux « krach ». C'est un exemple très intéressant de situation où la crise est momentanément repoussée, s'exprimant toutefois tout de même, à travers un cheminement particulier.

La crise n'est en effet jamais linéaire et, qui plus est, les pays impérialistes ont multiplié les crédits afin d'essayer de colmater les brèches. Cela pose la question de la surproduction de capital, en liaison avec la surproduction de marchandises, la compréhension de la dialectique de ces deux phénomènes étant essentiel pour appréhender les modalités de la crise.

I. CRISE AUX ETATS-UNIS CRISE DE L'ECONOMIE MONDIALE

Illusions perdues

« Prospérité », « prospérité pour toujours », « prospérité pour tous », tels étaient les mots d'ordre avec lesquels la presse capitaliste américaine caractérisait depuis des années la situation des Etats-Unis. La bourgeoisie européenne, gênée dans ses entournures par la dépression économique croissante, par le mouvement ouvrier révolutionnaire et par la proximité de l'Union soviétique bâtissant rapidement le socialisme, puisait de l'espoir et de la tranquillité dans la prospérité des Etats-Unis d'Amérique. Elle espérait en une nouvelle restauration du capitalisme à l'exemple américain.

Les réformistes du monde entier, fidèles larbins de la bourgeoisie, s'enthousiasmaient pour les Etats-Unis. Ils envoyaient des délégations non pas vers l'Union soviétique où la classe ouvrière a conquis le pouvoir, mais vers les Etats-Unis où règne la dictature bourgeoise la plus puissante, la plus brutale. Se référant à l'exemple des Etats-Unis, ils essayaient de convaincre les capitalistes qu'ils n'avaient qu'à payer de hauts salaires pour jouir d'une prospérité sans crises, analogue à celle des Etats-Unis. Ce n'était pas l'Union soviétique où la classe ouvrière a conquis le pouvoir, mais l'Amérique dominée par les oppresseurs capitalistes, qui était présentée aux ouvriers comme le modèle à atteindre.

« Prospérité pour toujours », tel était le mot d'ordre. Dans deux épais volumes (1) qui ont paru au milieu de 1929, les idéologues scientifiques de la bourgeoisie des Etats-Unis, Hoover en tête, à l'aide d'un formidable matériel de statistiques, mettaient des fondations à la doctrine officielle de la prospérité sans fin. « Les richesses naturelles formidables du pays » et la « demande insatiable » (« unsatiable demand ») étaient appelées les piliers de base de la prospérité perpétuelle. Prisonniers des doctrines de l'économie bourgeoise vulgaire, ces messieurs avaient oublié — comme toujours dans la prospérité — que, dans le capitalisme, le développement des forces productives se heurte, au bout d'un certain temps, à la barrière de la force de consommation réduite de la large masse. Comme toujours, ils furent surpris, culbutés par la crise.

L'illusion de la prospérité constante était mise en miettes. Le krach boursier le plus formidable dans l'histoire du capitalisme où des millions de personnes ont perdu leur fortune, le recul de la production des industries les plus importantes de 20 à 70 %,

(1) *Recent Economic Changes*. New-York 1929.

la banqueroute d'entreprises innombrables, tout ceci donne aux idéologues de la doctrine de la prospérité une douloureuse leçon de dialectique marxiste.

La théorie du « capitalisme organisé » a fait banqueroute aussi aux Etats-Unis ! Bien que la formation des monopoles ait progressé le plus aux Etats-Unis, on ne saurait parler, face à la formidable crise, de maîtrise de l'anarchie du mode de production capitaliste ! Le point de vue que dans le « capitalisme organisé » les antagonismes économiques internes s'atténueraient (Boukharine) ne peut pas plus longtemps être maintenu de bonne foi, en face de ce fait que la crise a exproprié la fortune de millions de gens, que le nombre des chômeurs atteindra, selon des évaluations, 6 millions d'ouvriers dont pas un seul ne recevra un sou d'indemnité, alors que les plus grands monopolistes s'enrichissent dans la crise boursière.

La théorie des Loyestone et Cie a fait banqueroute ! Le capitalisme des Etats-Unis n'occupe pas une position exceptionnelle en

ce sens qu'il pourrait continuer son ascension en toute indépendance et sans être troublé par la décadence du capitalisme mondial.

Les événements ont démontré la justesse parfaite de la conception de l'I.C. édictée sur le marxisme. Il n'y a pas de position exceptionnelle du capitalisme des Etats-Unis. Il n'y a pas de prospérité constante. Chaque essor doit nécessairement se terminer en une crise qui résout momentanément de façon violente les contradictions internes se développant fatalement pendant la prospérité (2).

La position privilégiée du capitalisme des Etats-Unis sur la base de ses richesses naturelles et de la capacité d'absorption formidable de son marché intérieur va subir dans la crise une forte régression. L'expropriation grandiose des couches moyennes par le krach boursier, l'augmentation inévitable de l'armée des chômeurs pendant et après la crise (par suite de la nationalisation), tout ceci signifie une limitation de la capacité d'absorption du marché intérieur, la base principale (3) de la stabilisation relative antérieure du capitalisme.

Ceci va contraindre le capitalisme des Etats-Unis à chercher, dans des proportions beaucoup plus fortes que jusqu'ici, des débouchés pour ses marchandises invendables sur le marché intérieur. Il s'y heurtera à la résistance la plus vive de la part des autres Etats capitalistes qui souffrent également de surproduction. Ceux-ci se protégeront par des élévations de droits de douane contre l'intrusion des marchandises des Etats-Unis ou ils commenceront une lutte de prix acharnée avec l'Amérique. C'est ainsi que les Etats-Unis d'Amérique vont être impliqués de façon beaucoup plus intensive que jusqu'à maintenant dans l'économie mondiale, ce qui renforcera la crise générale du capitalisme et entraînera plus fortement le capitalisme des Etats-Unis lui-même dans la décadence du capitalisme mondial.

On publie aux Etats-Unis des statistiques mensuelles concernant le montant des salaires et la valeur de la production dans l'industrie de fabrique (c'est celle-ci qui est déterminante pour la vie économique aux Etats-Unis. C'est à cela que sert l'index du « Federal Reserve Board »).

Il en résulte le tableau suivant pour le cycle industriel qui vient de s'achever :

	Moyenne de 1923-25 = 100							
	1922	1923	1924	1925	1926	1927	1928	1929
	(en millions de dollars)							
Revenus des fermiers « gross income »	10,4	11,3	12,0	12,7	12,1	12,3	12,5	12,65
Index du montant de la consommation	81,1	103,4	95,7	106,9	104,3	102,0	101,8	109,6
Index du volume de la production	85	101	95	104	108	106	111	122

Nous voyons que la disproportion entre le montant des salaires payés et le revenu des fermiers, d'une part, et la valeur de la production (le volume est calculé sur la base des prix de 1923-25, car on ne peut additionner des marchandises sous leur forme naturelle) à travers certaines fluctuations, est de plus en plus grande. Comme la force d'achat des artisans et de la grande masse des capitalistes petits et moyens a également une tendance à la baisse, la contradiction entre la force de consommation et celle de production de la société est devenue tout à fait criante et la crise devait par conséquent survenir inévitablement, conformément aux théories de Marx (4).

(2) J'avais déclaré moi-même dans mon discours au X^e Exécutif de l'I.C. (Juillet 1929) lorsque les chefs très savants des instituts de conjoncture des Etats-Unis bavardaient encore sur la « prospérité pour toujours » :

« Nous pouvons affirmer avec certitude que la haute conjoncture américaine n'embrassera pas l'année 1930 ».

Et j'ajoutai encore :

« Nous avons une foule d'indices cohérents que la haute conjoncture américaine présente va se terminer avant que l'Europe et en particulier les parties pauvres de l'Europe n'entrent dans la haute conjoncture. Je ne rappelle tout cela que pour démontrer la supériorité de la méthode marxiste sur la science bourgeoise pourvue des moyens matériels les plus riches.

(3) De toute la valeur nouvellement produite dans l'économie des Etats-Unis, 10 % tout au plus s'en allaient jusqu'ici à l'étranger, et le pourcentage ne s'est pas modifié essentiellement depuis 1889. (Commerce Yearbooks 1928, p. 93.)

(4) Il y a évidemment à côté de tout cela, et s'enchevêtrant avec la disproportion fondamentale, des proportions particulières comme le grand retard de l'agriculture et le développement par bonds de l'industrie automobile.

Il est intéressant de voir que non pas les idéologues scientifiques du capitalisme des Etats-Unis, mais bien quelques capitalistes-dirigeants n'ayant jamais lu Marx montrent par leur propre expérience qu'ils ont un pressentiment de la nature de la crise. C'est ainsi que Rascob, le chef de la General Motors C^o, cette entreprise formidable qui produisit cette année environ 2 millions d'automobiles et fit un bénéfice net de 300 millions de dollars, écrit : (5)

« Nous avons poussé en avant la production si vite et avec tant de succès que nous sommes devant ce problème : comment consommer les marchandises que nous produisons (c'est-à-dire comment vendre la surproduction de marchandises, réaliser la valeur et la plus-value qui est en elles. E.F.). Nous sommes obligés de ralentir le machinisme de la production. Nous n'osons pas développer ses possibilités latentes. Nos progrès dans l'exportation ont été récemment grands mais les conditions du monde mettent des limites à ces progrès. »

Nous voyons que ce capitaliste intelligent constate le processus de décomposition du capitalisme des Etats-Unis lorsqu'il déclare que les capitalistes des Etats-Unis n'osent pas développer les possibilités latentes de la production. Il propose comme issue de limiter la production industrielle à cinq jours par semaine et d'arrêter le travail dans les fabriques du vendredi soir au lundi matin. Ceci donnerait, dit-il, la possibilité aux ouvriers, deux fois par semaine, d'utiliser leurs autos à faire des excursions : ils useraient plus de bandages d'autos, plus de benzine, d'huile, etc. ; pour les loger et les traiter, on aurait besoin de nouveaux hôtels, de nouvelles installations, etc., les ouvriers useraient deux fois plus vite leurs habits du dimanche, etc.

Il est évident que cette solution proposée est adaptée aux intérêts spéciaux de l'industrie automobile. Mais elle est une preuve que les grands capitalistes ont une vision plus juste de la nature du mode de production capitaliste que leurs idéologues.

La profondeur déjà atteinte par la crise

Le juste criterium pour l'évaluation de la profondeur de la crise est donné par ce qui s'est passé dans la sphère de la production, le recul de la production de son point maximum. Il est erroné de mesurer la crise par la comparaison avec la production du mois correspondant de l'année précédente, car la capacité de production s'est fortement accrue au cours de la dernière année.

	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre
	108,8	107,5	108,5	106,8	105,7	103,7	93,5 (6)

Nous voyons que la production est tombée du chiffre culminant 108,8 en mai, à 93,5 en novembre ce qui fait une diminution de 15 %. D'après les nouvelles des journaux la diminution se poursuit en décembre. Dans les véritables crises, la diminution atteint 25 à 30 %, le point le plus bas de la crise est donc sans doute encore loin d'être atteint (7).

Les chiffres suivants montrent le recul de la production dans quelques branches importantes depuis le point le plus élevé (les chiffres de décembre sont provisoires).

Production d'automobiles

Autos de tourisme et de camions-autos, Etats-Unis et Canada : (par 1.000)

	Mai	Juin	Juillet	Août	Septemb.	Octob.	Novemb.	Décemb.
	636	567	518	513	430	394	214	160

Régression 75 %

Industrie du bâtiment

Montant des contrats mensuels de construction en millions de dollars.

	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
	652	489	445	446	350	300

Régression 54 %

(5) North American Review, n^o 29.

(6) Chiffres provisoires de l'Annalist du 13 décembre 1929.

(7) En outre, les chiffres de l'Annalist montrent ainsi que le point culminant de la conjoncture fut atteint déjà en mai.

Industrie du fer et de l'acier (par jour de travail)

	Mai	Juin	Juill.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
Fer	126	124	122	121	117	116	106	—
Acier	195	195	186	182	180	167	135	120
Nombre des hauts fourneaux en activité	219	218	216	210	205	203	177	—
Régression dans le fer								10 %
Régression dans l'acier								30 %
Régression dans les hauts fourneaux								20 %

Nombre des wagons de chemin de fer chargés hebdomadairement

Fin septembre	Fin octobre	Fin novembre	Fin décembre
1.202.111	1.133.510	983.000	923.240
Régression 24,2 %			

Par ces chiffres, nous voyons que la plus violente régression a eu lieu dans l'industrie de l'automobile, c'est-à-dire dans la branche d'industrie où la disproportion entre la force de la production et la force de la consommation se manifeste le plus facilement : les automobiles sont bien aux Etats-Unis un article de consommation des masses, mais dont on peut se priver plus facilement que d'aliments ou de vêtements : c'est pour cela que la régression a commencé par là.

Il est évident que la régression de la production entraîna l'augmentation correspondante du chômage. L'index mensuel du degré d'occupation du *Federal Reserve Board* dans la grosse industrie accuse le développement suivant : De 1923 à 1925 = 100, déduction faite des fluctuations saisonnières (décembre 1929, p. 786).

Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre
123	126	124	123	121	117

Il n'y a pas encore de chiffres plus récents.

Si nous supposons que l'index d'occupation est tombé de septembre à novembre de 10 % environ par rapport à l'index de la conjoncture de l'*Annalist*, celui de novembre devrait être à 110, c'est-à-dire que 15 % des ouvriers occupés en juin ont été rejetés dans les rangs des sans-travail, sans compter les précédents chômeurs. Nous n'exagérons pas du tout quand nous évaluons à six millions le chiffre des chômeurs aux Etats-Unis lorsque la crise aura atteint le point le plus bas.

Hausse et krach de la Bourse en tant qu'élément de crise

La foi dans la durée indéfinie de la prospérité a conduit à une augmentation des cours des actions, à une spéculation boursière inouïe qui s'est emparée des plus larges couches de la population, descendant jusqu'aux employés de bureau, aux garçons de café et ouvriers. On sait que les cours des actions ne sont pas déterminés seulement par le taux d'intérêt et les bénéfices déjà réalisés, mais par le bénéfice escompté dans l'avenir.

Or, les cours, dans la spéculation qui dure depuis des années, avaient été poussés si haut que le montant n'était plus du tout en proportion avec le prix des actions. Voici quelques exemples. Le dividende payé dans la dernière année, calculé sur le cours le plus haut, s'élevait en % (8) :

American Power and Light	0,6 %
American Water Works	0,5 %
General Electric	1,0 %
Westinghouse Electric	1,4 %
Standard Oil New-York	1,2 %
United States Steel	2,7 %

Pour tous ceux qui n'étaient pas complètement aveuglés par la fièvre de la spéculation, il devait être clair qu'un tel état de choses ne pouvait durer à la longue ! Mais la propagande de la « prospérité constante » ne laissait pas les spéculateurs reprendre leurs esprits. Le résultat fut que les cours des valeurs spéculatives dirigeantes continuèrent à monter : L'index du *Wall Street Journal* qui groupe 409 actions industrielles, monta de 163 en avril 1926 à 381 au commencement d'octobre 1929. L'index de l'*Annalist* qui englobe 25 actions industrielles, monta de 138 au 30 mars 1926 à 469 au 19 septembre 1929. Les cours des valeurs dirigeantes ont donc, en 3 années ½, monté de 3 fois ½ leur valeur, c'est-à-dire doublé chaque année. Si l'on calcule le montant total de l'augmentation des cours dans ces trois dernières années, on arrive à une somme qui dépasse de beaucoup 100 milliards de dollars (9).

(8) *Annalist*, du 29 novembre 1929.

(9) La grandeur relative de cette somme ressort des chiffres com-

La spéculation n'avait encore jamais atteint de pareilles dimensions. Tout le capital libre affluait à la Bourse. C'est en vain que la direction des banques centrales, la « Federal Reserve Board », essaya, par des avertissements et par une limitation du crédit, de juguler la spéculation. Comme on payait de 10 à 20 % d'intérêt à la Bourse pour le capital prêté (call money) les grandes organisations monopolistes prétaient leur excédent de capital à la Bourse au lieu de le déposer dans les banques.

La fièvre de la spéculation pénétra profondément jusque dans les milieux des petits épargnants. La preuve la meilleure est dans le fait que dans l'année financière qui se termine au 30 juin 1929 le nombre des dépôts dans les caisses d'épargne a diminué d'un demi-million et le montant total des dépôts est en régression de 200 millions, alors que dans les années précédentes cette somme s'élevait chaque année de 2 millions de dollars (10).

L'élévation des cours des actions ne signifie pas, il est vrai, l'augmentation de la valeur réelle. Les actions sont du capital fictif : ne sont du véritable capital que les fabriques, les usines, etc. (naturellement tant que, dans une société capitaliste, elles sont fructifiées par la plus-value des ouvriers exploités, qu'elles forment « de la valeur engendrant de la valeur »).

Mais si l'augmentation des cours des actions n'est que fictive, cela ne signifie nullement qu'elle n'a pas eu d'effet sur la formation de l'allure de la conjoncture. Les divers possesseurs d'actions qui ont réalisé leurs bénéfices au cours de la période de hausse en vendant leurs actions ont gagné ainsi une force d'achat supplémentaire, une force de consommation supplémentaire. Cette force de consommation n'était pas réelle économiquement, elle ne correspondait pas à la création de nouvelle valeur par la production. Néanmoins, elle avait son effet sur le marché des marchandises en tant qu'élévation de la demande, elle prolongeait la durée de la haute conjoncture en dissimulant la disproportion qui existait entre la production et la force de consommation de la société : plus la disproportion devenait grande et plus la crise devenait lourde.

Les affaires avec paiements à terme qui sont très répandues ont agi aussi dans le sens de la prolongation de la conjoncture et de l'accentuation de la disproportion. Lorsqu'on vend des moyens de consommation avec paiement à tempérament à des fonctionnaires, des employés, des ouvriers, cela veut dire que l'on prélève à l'avance la force de consommation à produire ultérieurement, que l'on vend aujourd'hui plus de marchandises que la force réelle de consommation de la société ne le permettrait. Or, la vente à tempérament s'est beaucoup répandue aux Etats-Unis dans ces dernières années : un tiers de toutes les automobiles neuves furent vendues à tempérament en 1929 (*Frankfurter Zeitung* du 3 décembre 1929), de même que des meubles, etc. Le montant total peut s'élever de 6 à 8 milliards de dollars, un poste important pour masquer la contradiction entre la force de la production et de la consommation.

La spéculation boursière a fait que l'exportation visible de capital des Etats-Unis est devenue stationnaire dans les mois de la spéculation la plus élevée, comme le montrent les tableaux suivants (11).

Emission et exportation de capital des Etats-Unis pendant le dernier cycle industriel

Nouvelle émission de capital (sans conversion)

	Les dix premiers mois (millions de dollars)						
	1929	1928	1927	1926	1925	1924	1923
Au total	9.267,4	6.042,2	6.448,8	5.368,9	4.958,8	4.753,5	3.472,9
Reçu de cette somme							
Canada	313,7	167,4	274,7	197,5	121,2	219,3	55,0
Autres pays	367,3	1.012,3	1.011,7	715,6	702,8	587,8	185,9
A l'intérieur	86,4	4.862,5	5.159,4	4.455,8	3.134,9	3.956,4	3.232,0

Ce tableau montre que, quoique l'émission de capital dans les onze premiers mois de 1929 aux Etats-Unis ait dépassé de

paratifs qui sont empruntés au *Statistical Abstract of U.S.A.* 1928, p. 289 et se rapportent à l'année 1922.

	Milliards de dollars
Fortune totale	321
Dont :	
Ensemble du machinisme et des instruments de l'industrie	16
Ensemble des chemins de fer avec leur équipement	20
Ensemble du bétail	6
Total des stocks des produits industriels	28
La somme totale de l'augmentation des cours des actions dépasse donc la somme du capital constant, abstraction faite des bâtiments.	

(10) *New-York Times* du 2 novembre 1929.

(11) Calculé par nous d'après le *Financial and Commercial Chronicle*.

beaucoup les années précédentes, l'exportation de capital, abstraction faite du Canada, s'est limitée à une fraction des chiffres des années précédentes.

Nouvelle émission de capital aux Etats-Unis en 1929
(en millions de dollars) (*Financial Chronicle*)

	Ensemble	Canada	Le reste de l'étranger	A l'intérieur
Janvier	915,1	17,0	22,7	875,4
Février	894,4	19,2	45,6	829,6
Mars	984,2	42,2	181,0	761,0
Avril	670,6	15,6	—	661,0
Mai	1.127,2	41,0	6,2	1.080,0
Juin	773,0	111,7	60,5	600,0
Juillet	879,7	25,0	10,4	844,3
Août	843,2	—	21,2	322,2
Septembre	1.306,6	—	8,0	1.298,6
Octobre	843,4	42,4	10,2	790,8
Novembre	280,5	8,6	24,1	247,8
Total	9.523,9	322,7	389,8	8.810,7

Ce tableau montre que dans les mois de transition de la haute conjoncture à la crise — juillet, août, septembre — l'émission de capital avait cessé pratiquement à l'étranger et que les Etats-Unis d'Amérique étaient redevenus pendant ce temps un pays importateur de capital. Dans le mois de novembre, l'émission de capital a été ramenée à un minimum.

La statistique des emprunts accordés sur valeurs-papier (brokers loans) montre que les sommes normalement affluèrent à la Bourse. Celles-ci se développèrent comme suit:

Millions de dollars au 30 octobre			
1926	1927	1928	1929
3.219	3.915	5.514	8.549

Nous voyons qu'au cours de cette année, la somme des emprunts sur valeurs-papier s'est élevée de plus de 3 milliards de dollars, somme qui, même pour un pays aussi riche que les Etats-Unis, n'est pas une bagatelle et ne peut que diminuer fortement la possibilité d'exportation de capital.

Les diverses grandes organisations monopolistes: General Motors, General Electric, Ford, etc... continuèrent bien leur avance sur le marché mondial sous forme d'investissements de capital, mais ceci se fit directement au moyen de leur propre fortune, et non par le moyen du marché du capital. D'autre part, la spéculation à la Bourse sur les actions des Etats-Unis d'Amérique avait gagné aussi l'Europe; on plaça du capital européen à court terme par grandes sommes à la Bourse de New-York soit en achats d'actions, soit comme prêts à la Bourse.

Les Investment-Trusts, Holding et Trading Company, qui prirent une rapide extension pendant la période de hausse, représentent le degré le plus élevé de spéculation. Ce sont des sociétés par actions qui ne font aucune production mais qui utilisent leur capital-actions à l'achat d'actions d'autres entreprises. Leur capital représente donc du capital fictif au deuxième potentiel. Il est significatif que dans le mois d'août 82 % des nouvelles émissions de capital-actions aux Etats-Unis furent faites pour des entreprises de ce genre. Le bénéfice apparent de l'augmentation des cours est double, car les actions de ces entreprises qui s'occupent exclusivement de l'achat et de la vente d'actions montent avec l'augmentation du cours des actions se trouvant en leur possession. Les bénéfices apparents se trouvent ainsi doublés.

Les premières chutes des cours eurent lieu dès septembre, lorsque les capitalistes monopolistes les mieux initiés commencèrent à se rendre compte que la haute conjoncture arrivait à sa fin et qu'il n'y avait plus aucune perspective que l'intérêt minime du capital placé en actions s'améliorerait par l'augmentation des dividendes à payer cette année. Ils se mirent à vendre tout en assurant que la prospérité durerait et que les cours des actions avaient seulement été poussés trop haut.

C'est alors que le 29 octobre se produisit le plus grand krach boursier qu'eût jamais connu l'histoire. Seize millions d'actions furent jetés sur le marché de la Bourse de New-York, ainsi que six millions d'actions à la Bourse auxiliaire (*Club*). La chute des cours fut énorme.

Les plus grandes banques se réunirent sous la direction de Morgan pour empêcher un effondrement encore plus grand par le moyen d'achats à la Bourse. Elles réussirent à retenir la chute

et même à provoquer une nouvelle montée des cours, mais en novembre il se produisit de nouvelles chutes des cours et encore quelques-unes en décembre. L'ampleur de la chute des cours est marquée par les chiffres suivants:

	Cours maximum		
	19 sept.	13 nov.	21 déc.
Index de l'Annalist (25 actions industrielles)	469,5	221,0	275,0
Wall Street Journal (400 actions) 9 octobre	381,2	198,7	241,0

Les cours de quelques actions dirigeantes montrent le développement suivant:

	1929	1929	1929	1929
	Cours le plus élevé	Cours au 29 oct.	Chute du cours supérieur en %	Cours du 30 déc. (12)
General Electric.....	403	250	38	243
General Motors.....	97 3/4	47 1/2	51	40 1/2
U.S. Steel Trust.....	261 3/4	185 1/2	29	171
International Harvester.	142	85 1/2	42	79
American Smelting....	130 1/4	80	40	83
Du Pont de Nemour..	231	150	35	116 1/2
Chrysler Automobile...	135 3/4	39 3/4	71	36 3/8
Stand. Oil New Jersey	83	64	23	66 6/8
Radio Corporation.....	114 3/4	40	65	43 1/2
Westinghouse Electric.	292 5/8	145	50	144

La chute des cours diminua le montant total du capital fictif investi en actions de 50 à 60 milliards de dollars. Le jour de la panique la plus grande, le 29 octobre, lorsque 16 millions d'actions changèrent de possesseurs à la Bourse de New-York, la perte sur les cours s'élevait au moins à 25 milliards de dollars.

Quel fut le rôle du krach de la Bourse dans la crise des Etats-Unis?

Le krach boursier n'est nullement la cause de la crise économique, c'est celle-ci qui a déclenché le krach boursier! Mais cela ne veut pas dire que le krach boursier a été sans influence sur le cours de la crise. De même que la hausse à la Bourse dissimulait, par la création d'une force d'achat supplémentaire irrégulière, la disproportion entre la force de la production et la force de la consommation et qu'elle reculait la crise, le krach boursier fit apparaître, par la conjugaison de cette force d'achat apparente, l'ampleur de la disproportion, accéléra l'éclatement de la crise et la renforça!

Le krach boursier signifiait l'expropriation de la fortune de millions et de millions de « petites gens » (capitalistes petits et moyens (13) fonctionnaires, employés, ouvriers qualifiés. Qui fut le gagnant? Naturellement, les gros capitalistes qui vendirent encore à temps à des cours élevés la part des actions qui n'était pas nécessaire pour contrôler leurs entreprises et qui rachetèrent les mêmes actions après le krach boursier à moitié prix. (Ceci n'exclut pas que quelques gros capitalistes qui gardèrent trop longtemps leurs valeurs subirent de lourdes pertes). Le mécanisme des achats d'intervention par le consortium bancaire ne signifie également que la suite de l'expropriation des petites gens: le consortium achète quand la panique est à son paroxysme et que les cours sont les plus bas; il vend lorsque, par suite de l'intervention, les cours ont remonté un peu et qu'il y a de nouveau des « gens », c'est-à-dire des possesseurs d'argent en dehors du cercle du consortium bancaire, qui ont confiance dans des initiés lorsque ceux-ci assurent que le krach est maintenant passé. C'est ainsi que procédèrent également les banques pendant le krach boursier et elles firent de brillantes affaires

(12) Nous voyons que malgré l'action de soutien les cours de ces valeurs étaient encore plus bas à la fin de l'année, à deux exceptions près, qu'au jour du plus grand krach.

(13) La base économique de cette spéculation sans précédent du capital monopoliste dans la production, il est presque impossible d'investir du capital comme capital industriel, comme capital rapportant du profit au taux moyen. Ou bien les sources de matières premières sont en possession de monopoles ou on a besoin de sommes gigantesques pour créer une nouvelle entreprise capable de concurrencer ses rivales qu'on ne peut pas se procurer en échantonnant au capital financier. Les petits capitaux sont donc obligés de se contenter de l'intérêt ou alors il leur faut courir leur chance par la spéculation financière.

Pour attirer de nouveau à la Bourse les « petites gens » effrayées par le krach boursier du 24 au 29 octobre et les dévaliser à nouveau, les agents de change déclarèrent, le 31 octobre, que, « à partir d'aujourd'hui, les petits spéculateurs trouveront aussi bien pour les opérations de couverture que pour l'exécution des ordres, un meilleur accueil que précédemment. On a besoin de clients qui aient encore des ressources après que les journées noires de la Bourse ont soufflé sur des milliers de comptes ». (*Frankfurter Zeitung* du 1^{er} novembre 1929).

Le krach boursier, en appauvrissant des millions de gens de 50 à 60 milliards de dollars — bien que composés de capital fictif — signifie une diminution violente de la force de consommation de la société. Des millions de gens cessent non seulement, comme auparavant, d'acheter de façon généreuse avec les bénéfices réalisés sur leurs valeurs-papier, mais ils deviennent eux-mêmes vendeurs de choses non indispensables: automobiles, bijoux, fourrures, etc., sur le marché. Il en est de même de certains commerçants et de petits fabricants qui sont contraints, à cause de leurs pertes à la Bourse, de vendre à tout prix des marchandises sur le marché. Alors qu'auparavant on assurait toujours qu'il n'y a pas aux Etats-Unis des stocks en excédent, que, par suite de la formation des monopoles et des statistiques bien établies, le marché n'est pas « anarchique », il s'avère que, grâce à l'apparition de la crise, des stocks qui passaient pour normaux, sont en excédent. La disproportion entre la force de production et la force de consommation se manifeste de cette façon avec sa violence entière et elle trouve son dénouement violent par la chute des prix et par une réduction de la production, c'est-à-dire par une véritable crise qui, dans le sens du marxisme, ne peut que mettre fin à toute prospérité.

La lutte organisée contre la crise : tentative sans issue

Hoover, le premier gestionnaire du capital monopoliste aux Etats-Unis, fit preuve d'activité dès le premier krach boursier afin d'essayer d'empêcher le déclenchement de la crise économique. Pour la première fois dans l'histoire du capitalisme, on fit la tentative de s'opposer à l'allure cyclique de la production capitaliste par des mesures « systématiques ».

Conformément au caractère monopoliste du capital des Etats-Unis, Hoover se mit surtout en relation avec les grands capitalistes dirigeants. Il convoqua auprès de lui et par groupes les magnats des chemins de fer, les plus grands industriels, les chefs des banques Federal Reserve et les invita à continuer la production et à donner en particulier un nouveau stimulant à la conjoncture par de nouveaux investissements. Messieurs les capitalistes ne furent pas avarés de promesses. Les magnats des chemins de fer promirent d'assigner, l'année prochaine, 1,2 milliards pour de nouvelles constructions, des commandes de locomotives et de wagons, c'est-à-dire 38 % de plus qu'en 1929. L'assemblée des plus grands industriels: O.D. Young (General Electric), A.P. Sloan (General Motors), Teagle (Standard Oil), Dupont, Ford, etc., promit de continuer la production comme de coutume, de ne point congédier d'ouvriers et de ne pas diminuer les salaires. La Telegraph and Telephone Company promit d'investir l'an prochain 600 millions de dollars; les chefs de l'industrie du fer et de l'acier promirent d'exécuter un grand programme de remplacement de vieilles usines par de nouvelles, etc.

En compensation de ses promesses, la grande bourgeoisie reçut les avantages tangibles suivants: 1) Diminution du taux d'intérêt bancaire; 2) Diminution de l'impôt sur le revenu de 160 millions de dollars dans l'année.

Le même jour que les grands industriels, apparurent aussi chez Hoover messieurs les chefs des syndicats des Etats-Unis d'Amérique: Green, Wooll (président et vice-président de l'A.F. of L.), Johnstone (des conducteurs de locomotives), Whitwey (des chemins de fer), Lewis (des mineurs), etc.; les milliardaires des Etats-Unis d'Amérique ne se seraient pas volontiers assis à une même table de conférence avec les chefs syndicaux; Hoover dut leur parler à part.

Le résultat des deux conférences fut résumé par Hoover de la façon suivante:

« Le Président a été autorisé par les employeurs qui étaient présents aujourd'hui à la conférence à déclarer sur leur responsabilité personnelle qu'ils n'entreprendront rien pour diminuer les salaires et qu'ils recommanderont que cette notion soit prise par tout le pays; ils pensent que, sauf en dehors des prévisions humaines, on maintiendra ainsi la force de consommation du marché.

Le Président a été autorisé par les représentants des ouvriers à déclarer, comme leur opinion personnelle et leur

recommandation à tout le pays, qu'on ne doit entreprendre aucun nouveau mouvement concernant des augmentations de salaires, sauf ceux déjà en cours, et que les ouvriers collaboreraient de toute façon avec les industriels pour la solution de leurs problèmes.

Le but de cette déclaration est de donner l'assurance que pendant la durée de la présente situation il ne doit pas surgir de conflits qui touchent à la continuité du travail et qui compromettent de cette façon la stabilité des conditions du travail. » (Déclaration de Hoover du 21 octobre 1929.)

« Capital — Labor Pact » (Union sacrée entre le capital et le travail), c'est sous ce titre que le *New-York Times*, l'organe dirigeant de la grande bourgeoisie des Etats-Unis d'Amérique, publie cet accord! Il a donc très bien compris un des traits principaux de l'action de Hoover. Les chefs syndicaux admirablement payés (Green a un traitement annuel de 100.000 dollars) utilisent l'occasion pour acquérir une base actuelle pour leur trahison continuelle des intérêts ouvriers: la crise doit être surmontée par les efforts communs des capitalistes et des ouvriers, ce qui veut dire évidemment: La crise doit être résolue aux frais des ouvriers. Messieurs les capitalistes ne tiendront certainement pas leurs promesses de ne pas diminuer les salaires. Ils ont déjà, en novembre, jeté 400.000 ouvriers sur le pavé. Mais les traités aux ouvriers essaient de tenir leurs promesses et de retenir les ouvriers de tout mouvement de salaires. Ce qu'ils faisaient d'ailleurs auparavant.

Un fois que l'union sacrée eut été organisée de cette manière, les représentants de toutes sortes du grand capital furent convoqués avec les chefs syndicaux bien choisis à une assemblée générale auprès de la Chambre de commerce américaine. On y proclama le grand programme d'investissement — 8 milliards de dollars — pour l'année prochaine, et un grand conseil composé de 72 personnes, dont Monsieur Green comme « représentant des ouvriers », fut élu pour diriger l'action pendant la crise.

L'expérience montre qu'une véritable crise entraîne une réduction de la production de 25 à 30 %. (En novembre, l'index de production de l'*Annalist* était déjà tombé de 15 %, de 108,6 en août à 93,5 en novembre et le mouvement de descente continue). La valeur de la production de la seule grande industrie des Etats-Unis se serait élevée, si la crise n'était pas survenue, à 75 milliards de dollars. Il faut y ajouter la production de l'agriculture, de l'industrie, du bâtiment, des chemins de fer, etc. La crise signifie donc une réduction de la production d'au moins 25 à 30 milliards de dollars. Même si le programme de Hoover était réalisé en entier, il ne pourrait qu'affaiblir momentanément la crise mais nullement la maîtriser.

Mais on ne saurait parler d'exécuter complètement ce programme! La lutte entre les concurrents qui continue sans changement, quoique sous d'autres formes, dans le capital monopoliste, l'anarchie inchangée de la production ne permet aucune action systématique. Une grande partie du programme des huit milliards est un vain bavardage. Les chemins de fer tiendront vraisemblablement leurs promesses. Les chemins de fer ont ces derniers temps peu acheté de wagons, de locomotives, de rails —; cela ressort clairement d'un résumé du bulletin mensuel de la Guaranty Trust Comp. paru dans le n° d'octobre du *Guaranty Survey*. Il y a un véritable besoin d'extension de leur appareil de production; ils y auraient procédé de toute façon. Pour soutenir Hoover et pour acheter meilleur marché, étant donné la mauvaise situation des affaires, ils font ces commandes déjà maintenant au lieu de les faire l'année prochaine. Par contre dans la construction des maisons — sur les 8 milliards, deux doivent aller à la construction de logements — les perspectives de réalisation sont tout à fait problématiques, car les loyers sont très bas, la crise va les réduire encore et ce sera un grand risque pour le capital privé d'investir des capitaux dans la construction de maisons.

Ce qui est encore plus important, c'est que les contradictions intérieures se manifestent de façon tout à fait brutale entre les diverses catégories de capitalistes. Hoover a proposé de grands investissements dans les chemins de fer, mais en même temps aussi un développement du système des canaux et une construction très étendue de routes pour autos. Le capital du chemin de fer proteste: Tu exiges de nous que nous investissions un milliard de dollars dans nos chemins de fer, mais en même temps tu organises la concurrence de la navigation et de l'automobile contre nous! Comment pourrions-nous dans ces circonstances investir de nouveaux capitaux dans les chemins de fer si nous n'avons que des pertes!

Un autre exemple: Hoover a prévu dans son programme de grandes sommes pour des constructions communales dans les diverses villes. Mais les fermiers protestent: Nous n'avons pas besoin de nouveaux bâtiments citadins, nous ne voulons pas qu'on

élève l'impôt communal pour bâtir de nouveaux théâtres ou des hôpitaux dans les villes ! Nous sommes en mauvaise situation, nous ne voulons pas d'élévation des impôts.

Un troisième exemple : la navigation. On a décidé d'accorder par le moyen de ressources de l'Etat des subventions pour de nouveaux bateaux. Mais alors les sociétés de navigation protestent. Vous nous faites concurrence, nous allons faire faillite si vous organisez des nouvelles sociétés.

Bref, il s'avère qu'une intervention systématique est impossible dans les conditions capitalistes. Nous ne disons pas que l'action de Hoover ne sera d'aucun effet, mais cet effet ne consistera pas à surmonter la crise, il ne fera qu'en atténuer, à un degré infime, la profondeur, mais, par contre, il en étendra sa durée ainsi que la dépression qui suivra.

Les chefs du capital monopoliste des Etats-Unis le savent eux-mêmes aussi bien que nous. En réalité, leur but n'est nullement de surmonter la crise mais de créer un organe central pour la lutte contre le mouvement ouvrier, la création d'un noyau fasciste qui réunisse sous une direction unique les forces fascistes déjà existantes, mais encore dispersées : A. F. of Labor, Compagny Unions, Civic Federation, American League, Pinkerton-Detective, police armée de fabriques, etc. Les capitalistes prévoient que les luttes ouvrières vont prendre dans l'avenir, au fur et à mesure que le déclin général du capitalisme atteint plus fortement les Etats-Unis, une telle extension que les forces armées entretenues par les capitalistes (14) ne suffiront pas pour écraser les ouvriers ; il faut que ces forces aient une direction centrale. Le grand conseil économique pour l'exécution de ce programme de Hoover est la forme apparemment la plus innocente de cette organisation. Le fascisme est en route également aux Etats-Unis d'Amérique.

La démagogie de Ford

Le milliardaire des E.U.A. connu du monde entier, le fabricant d'autos Ford qui, depuis des années, réalise l'exploitation la plus brutale de ses ouvriers avec une démagogie tout particulièrement goûtée par les réformistes, utilise également la crise pour se faire de la réclame. A la conférence des grands capitalistes avec Hoover, le 21 octobre, Ford déclara de façon tout à fait inattendue que non seulement il n'allait pas diminuer les salaires de ses 150.000 ouvriers mais qu'il allait les augmenter. Il fit une déclaration d'après laquelle il fallait rechercher la cause de la crise dans le fait que les gens se sont détournés du travail productif et se sont adonnés au jeu de la Bourse. L'issue était dans l'élévation de la force d'achat du public. Et sans plus attendre, il quitta la conférence.

Bientôt, les journaux annonçaient que Ford élevait les salaires de début de ses ouvriers de cinq à six dollars et le salaire minimum des ouvriers travaillant depuis longtemps chez lui de six à sept dollars. Une réclame grandiose pour les autos de Ford.

Mais qu'arriva-t-il en réalité. Ford, sous prétexte qu'il voulait transformer sa fabrication pour un nouveau modèle, a arrêté la plus grande partie de son usine et a jeté plusieurs dizaines de milliers d'ouvriers sur le pavé. Cela veut dire, d'après la pratique constante de Ford, que les ouvriers congédiés vont être, dans des circonstances déterminées, embauchés à nouveau avec le salaire des débutants. Il faut tenir compte aussi du fait que le travail dans les entreprises Ford est mené à un rythme si meurtrier que les ouvriers qui ont travaillé quatre à cinq ans chez Ford sont si exténués, si éreintés qu'aucun autre employeur ne veut les engager. Ce fait est constaté dans un ouvrage bourgeois sur l'industrie automobile américaine (15).

En même temps qu'il annonçait démagogiquement l'élévation des salaires, Ford abaissait les prix de ses automobiles, mesure très compréhensible en temps de crise afin de favoriser la vente et de battre ses concurrents. Mais cela répond tout à fait à l'esprit de ce démagogue sans scrupules qui a réalisé la baisse des prix avant tout sur le dos de ses agents de vente. Il a déclaré :

« Nos vendeurs prennent part à la réduction des prix en acceptant un abaissement de leur provision. »

Jusqu'ici les vendeurs de Ford avaient 20 % (16) du prix de

(14) Dans le pays le plus démocratique du monde, chaque fabricant a le droit d'entretenir à ses propres frais des forces armées ; cette police d'usine est recrutée parmi la lie de la société, dans le sous-prolétariat, parmi les cambrioleurs, les assassins ; dans les grèves ils marchent au premier rang contre les ouvriers.

(15) Robert Dunn. *The Labor in the Automobile Industry*. New-York 1929.

(16) 20 % de provision semble être un chiffre énorme. Mais il faut tenir compte que dans la plupart des cas le commerçant est obligé d'acheter l'automobile usagée de l'acheteur de Ford pour un bon prix et lorsqu'il la revend, il subit d'ordinaire une perte assez considérable.

vente comme provision ; celle-ci est maintenant réduite à 17 1/2 %. Pour les modèles très répandus, cela signifie que les vendeurs devront prendre sur eux la plus grande partie de la réduction de prix. Pour la voiture Tudor-Sedan, la réduction de prix s'élève à 25 dollars. Par suite de la réduction de la provision l'agent de vente doit en supporter 17,5 dollars et la Ford C^o, 7 1/2 dollars seulement. Pour la Roadster, la réduction est de 15 dollars dont l'agent de vente supporte 13 dollars et la Ford C^o, 2 dollars (*Wall Street Journal* du 2 novembre).

Il faut encore faire remarquer que les prix abaissés récemment sont dans beaucoup de cas plus élevés que les prix originaux de ces voitures avant les élévations de prix que Ford avait entreprises au cours de la haute conjoncture. Toute la manœuvre de Ford aboutit donc à enlever aux agents de vente une partie de leur bénéfice et il entre dans la poche de Ford même une somme plus élevée que ce n'était le cas avant la haute conjoncture. Ford utilise donc la crise pour élever son propre bénéfice aux frais de ses agents de vente.

L'annonce démagogique prétentieuse de Ford qu'il allait pour venir à bout de la crise augmenter les salaires et baisser les prix est donc un pur bluff. Il utilise, au contraire, l'occasion pour s'enrichir. Il veut ainsi non seulement se faire de la réclame pour lui et ses automobiles mais il voudrait effectivement faire en sorte que d'autres capitalistes augmentent les salaires de leurs ouvriers et abaissent les prix de leurs marchandises. Seuls les ouvriers qui gagnent de hauts salaires peuvent acheter une auto : c'est donc l'intérêt des entreprises d'automobiles fabriquant des voitures à bon marché qu'il y ait un niveau élevé de salaires. Mais Ford est aussi peu décidé à augmenter les salaires de ses propres ouvriers que toute la classe capitaliste se soucie peu de céder aux conseils des réformistes et, par des augmentations de salaires, d'élargir le marché intérieur et d'améliorer la conjoncture. Sortir de l'argent de sa propre poche afin qu'avec cet argent on puisse acheter des marchandises, serait pour les capitalistes une trop mauvaise affaire.

Modifications du cours de la crise par suite du caractère monopoliste des Etats-Unis

Incontestablement nous avons affaire actuellement aux Etats-Unis à une crise de surproduction classique, à une véritable crise. Mais cela ne veut pas dire que le cours de la crise correspondra dans tous ses détails au type classique décrit par Marx.

Dans le type classique de la crise, il surgit dans la phase aiguë de la crise une crise de crédit, car du fait de la stagnation des ventes il ne rentre pas assez d'argent pour satisfaire aux obligations de paiements parvenues à échéance. Des banqueroutes massives ébranlent la confiance réciproque et amènent l'arrêt des opérations de crédit. Il s'ensuit que chacun veut avoir le plus d'argent liquide sous la main, de là les retraits massifs des dépôts des caisses d'épargne et des banques, ce qui amène une crise bancaire. Comme les banques ne peuvent satisfaire à leurs obligations, comme la somme d'argent circulant dans le capitalisme ne constitue qu'une fraction des exigences compensées par des écritures réciproques (chèques, clearing, etc.), comme il est impossible, au moment de la crise de crédit et de la crise bancaire, de se procurer assez d'argent comptant pour pouvoir régler avec de l'argent liquide toutes les exigences arrivées à échéance, il se produit une crise d'argent dans ce sens que l'argent comptant en tant que moyen de paiement et d'échange est versé en trop grande quantité par rapport à d'autres formes de la valeur.

Nous croyons que les symptômes de crise de la sphère de circulation : crise de crédit, crise bancaire, crise monétaire, par suite du caractère monopoliste très accentué du capitalisme des Etats-Unis et du fait que dans les E.U.A. il y a un grand excédent d'or, ne se produiront qu'à un degré très minime. Il y aura bien bien des banqueroutes massives de petites et moyennes entreprises. La mort en masse a déjà commencé, mais elle est dissimulée par le fait que de nombreuses banqueroutes sont réglées en secret par l'absorption des entreprises en faillite par les entreprises analogues plus grandes. Quant aux grandes entreprises monopolistes — à l'exception peut-être de quelques-unes — elles traverseront la crise sans difficulté. Ces entreprises sont si étroitement intégrées au capital financier par le capital bancaire que celui-ci mettra tout en œuvre pour empêcher leur effondrement.

Mais la différence principale entre le cours de la crise dans le capitalisme classique et dans le capitalisme monopoliste ne consiste pas dans l'absence de la crise de crédit, la crise bancaire et monétaire, mais dans le fait que les charges de la crise vont être rejetées par les capitalistes pour la plus grande partie sur le prolétariat et sur les couches les plus pauvres de la population.

La disproportion entre la force de production et la force de

consommation de la société a toujours été réglée dans la crise sous le capitalisme classique par une brusque chute des prix. La totalité de la somme des marchandises existantes était, par cette chute des prix, comme dit Marx, « réduite à la somme des prix socialement nécessaire ». Ce sont les capitalistes qui supportaient la perte. Dans le capitalisme monopoliste, les capitalistes se défendent contre la chute des prix et la disproportion est compensée par une diminution de la production, forte et de longue durée. Ceci veut dire que les charges de la crise seront imposées surtout au prolétariat sous la forme d'un chômage de masses de longue durée, cela veut dire aussi que les petits capitalistes, commerçants, artisans seront bien obligés d'abaisser les prix de leurs marchandises pour pouvoir vendre et satisfaire à leurs obligations avec le produit de ces ventes, mais que les grands capitalistes n'abaisseront pas leurs prix ou le feront à un degré bien moindre.

Dans la crise actuelle, contrairement à la règle générale dans le capitalisme, il faut s'attendre à une forte chute des prix, car le niveau actuel des prix contient encore des éléments inflationnistes et est plus élevé qu'il ne devrait être par rapport à la productivité fortement augmentée du travail. La chute des prix a déjà commencé de façon assez violente aux Etats-Unis. L'index des prix du commerce de gros de l'*Annalist* est tombé de 149,1 en juillet à 140,9 au 10 décembre. Pour la question de savoir dans quelle mesure la crise aux E.U. aura sa répercussion sur le marché mondial, l'ampleur de la chute des prix aux Etats-Unis est de grande importance. La ligne principale du passage de la crise d'un pays dans l'autre est, en effet, l'exportation renforcée des marchandises des pays qui sont entrés les premiers dans la crise; plus la chute des prix sera grande, plus la concurrence sera acharnée, et plus vite tous les pays du monde seront impliqués dans la crise.

La crise aux Etats-Unis conduit à une crise dans tous les pays capitalistes

Si nous recherchons les conséquences des crises aux Etats-Unis sur les autres pays capitalistes, nous ne devons pas oublier que nous vivons dans la période de déclin du capitalisme, dans la période de la crise générale de l'ordre social capitaliste. Ceci explique la marche non unifiée du cycle industriel. Des parties importantes du capitalisme européen sont si fortement sous l'influence de la crise générale du capitalisme qu'ils ne peuvent pas développer du tout une haute conjoncture véritable. En réalité, la haute conjoncture aux Etats-Unis fut un phénomène plus ou moins isolé: seuls, le Canada et quelques pays de l'Europe occidentale y prirent part, mais ni l'Angleterre, ni l'Allemagne, ni l'Europe orientale. Là, les éléments constatés d'une ascension conjoncturelle dans la première moitié de 1929 n'ont pu se développer.

Nous sommes tout à fait en droit d'affirmer que la crise aux Etats-Unis conduit à une crise générale pour les raisons suivantes:

a) Les Etats-Unis constituent d'après leur poids économique, près de 50 % de toute l'économie capitaliste mondiale: une crise aiguë aux Etats-Unis signifie donc déjà à elle seule presque une crise mondiale;

b) Il y a un groupe de pays qui, déjà avant la crise aux Etats-Unis, passaient par une crise aiguë: ce sont les pays de l'Europe orientale: la Tchécoslovaquie, l'Autriche, la Hongrie, la Pologne, les Balkans, les pays limitrophes de l'U.R.S.S., soit un complexe d'environ 100 millions d'habitants;

c) Il y a un deuxième groupe, celui de l'Europe occidentale: la France, la Belgique, la Suisse, la Scandinavie, etc. C'est une région où il y a eu une ascension assez forte dans ces dernières années, où les éléments de la crise mûrissent également et où, sous la poussée de la crise des Etats-Unis, le commencement d'une crise violente est vraisemblable.

Nous avons ensuite des pays avec une dépression chronique, comme par exemple, l'Angleterre, ou avec une conjoncture à brusques variations comme l'Allemagne;

d) Nous avons encore une désorganisation complète de l'économie chinoise par la guerre civile qui est elle-même une preuve de la désagrégation de l'ordre social chinois; une dépression qui dure depuis des années au Japon et qui va s'accroître prochainement, indépendamment de l'effet de la crise des Etats-Unis d'Amérique; par suite du retour à la liberté de l'exportation de l'or; une lourde dépression en Australie et une mauvaise marche des affaires dans l'Inde. Parmi les pays américains, le Canada est déjà complètement impliqué dans la crise des Etats-Unis. Au Brésil, il règne une lourde crise par suite de la chute violente des prix du café qui est la marchandise d'exportation déterminante du pays. L'Argentine a dû ces dernières semaines interdire l'exportation de l'or, ce qui provoqua une forte chute de la monnaie. Bref, partout où nous nous tournons, nous trouvons le terrain bien préparé pour une crise mondiale qui englobe le monde entier.

Nous éprouvons la même impression lorsque nous considérons l'économie mondiale du point de vue des sortes les plus importantes des marchandises. Nous avons une crise agraire qui est maintenue à l'état latent dans une série de pays importateurs de céréales (Allemagne, France, Italie), par des augmentations de droits de douane qui se succèdent rapidement, aux Etats-Unis par une haute bonification des stocks de céréales par l'Etat (activité des Federal Farm Boards), au Canada par le pool du blé, mais elle peut devenir aiguë à chaque instant. Parmi les matières premières agricoles importantes, il y a une crise latente du coton: les prix ont été maintenus seulement parce que la Federal Farm Board a bonifié de 16 cent par livre les stocks américains de coton; il y a une crise aiguë du sucre et du caoutchouc!

Dans les produits miniers se sont ajoutés à la crise charbonnière chronique celle de l'argent et la chute des prix d'une série de métaux colorés. L'industrie textile d'Europe continue à être en état de lourde dépression. Il en est de même de la soie artificielle, de la navigation et de la construction des locomotives. Il existe des éléments d'une crise économique générale dans toutes les directions.

En ce qui concerne la sphère de la circulation, la crise européenne du crédit a été momentanément atténuée par le reflux qui a commencé après le krach boursier des capitaux placés dans les Bourses des Etats-Unis d'Amérique, reflux qui a lieu actuellement sous la forme d'un fort afflux d'or des Etats-Unis vers l'Europe. Mais les grands effondrements en Angleterre et en Allemagne et le taux d'intérêt encore toujours extrêmement élevé en Europe centrale et orientale marquent également dans ce domaine les contradictions intérieures.

Comment la crise des Etats-Unis se transmet-elle aux autres pays.

Il y a deux sortes principales de transmission:

a) Restriction de l'importation; b) extension de l'exportation à des prix bas.

La première sorte de transmission est déjà en pleine activité.

En même temps que se produit la restriction de la production recule rapidement aussi l'importation de matières premières industrielles importantes: caoutchouc, étain, etc.

Cependant, c'est le renforcement de l'exportation des produits industriels qui va être déterminant pour la transmission de la crise. L'exportation des Etats-Unis d'Amérique en produits finis industriels est en augmentation continue. Au moment de la haute conjoncture, c'est dans les neuf premiers mois de 1929 qu'elle fut plus grande que jamais. Dans le troisième trimestre 1929, alors que la crise ne s'était pas encore développée, l'exportation des produits finis dépassa de 9 % celle du troisième trimestre 1928. (Chiffres du Department of Commerce, *New-York Times* du 11 novembre 1929.)

Il est évident qu'au fur et à mesure de la forte restriction de la capacité d'absorption du marché intérieur, le capital des Etats-Unis va se jeter avec une force accentuée sur l'exportation.

Il est évident que pour cela l'industrie des E.-U. a besoin d'un certain travail de préparation. Les Anglais soulignent avec assez de raison que l'appareil d'exportation des E.U. (filiales bancaires, représentations, etc.) est insuffisamment développé! C'est pour cela que le contre-coup de la crise des Etats-Unis ne commencera pas immédiatement à se faire sentir sur les autres pays impérialistes, mais qu'il aura besoin de quelques mois pour atteindre son plein développement. Mais le capital des E.U. se créera sans aucun doute l'organisation nécessaire. Et comme la capacité de production de l'industrie de tous les pays capitalistes dépasse la capacité d'absorption du marché mondial, l'offre renforcée émanant des Etats-Unis suffira pour transformer la crise existant déjà à l'état latent en une crise aiguë et pour déclencher une crise générale dans le monde.

Lutte aggravée pour le marché mondial : danger redoublé de guerre

Les chefs du capitalisme des E.-U. : Hoover, Mellon, Klein (chef de l'office du commerce) prennent un air innocent lorsqu'ils parlent de la rivalité future du capital des E.U. sur le marché mondial. M. Hoover souligne hypocritement que le rôle du capital des E.U. doit être à l'étranger surtout un « travail d'édification », l'élevation du bien-être des autres peuples; en aucun cas, les Etats-Unis n'ont l'intention de lancer une offensive de dumping sur le marché mondial.

De la même façon qu'Hoover, Julius Klein, l'ami et le familier du président, cherche également à tranquilliser l'Europe. Mais il suffit de feuilleter le nouveau livre de Klein (17) qui n'est pas destiné au public des journaux pour voir combien l'im-

(17) *Frontière of Trade*, New-York, 1929.

portance du commerce extérieur est grande pour les E.U. bien que 10 % seulement de la production aient été exportés jusqu'ici.

Les monopoles formidables des Etats-Unis dont le marché intérieur est protégé par des droits de douane élevés contre la concurrence étrangère, jetteront leurs marchandises en excédent du fait de la capacité réduite du marché intérieur et emploieront tous les moyens pour abattre leurs concurrents.

Parmi ces moyens, un des plus importants est la liaison de l'exportation des marchandises avec l'exportation du capital, l'octroi de crédits de longue durée, les prêts aux acheteurs de produits industriels, etc. Nous avons vu plus haut que dans le mois de la spéculation boursière la plus élevée, tout le capital fut attiré à la Bourse de sorte que les Etats-Unis devinrent pour un temps un pays importateur de capital. Le krach boursier a libéré pour d'autres fins de nombreux milliards de capital-argent qui étaient liés à l'achat et à la vente d'actions. De quelles sommes énormes il s'agit, nous le voyons par le montant des crédits accordés sur valeurs papier comme gages (brokers loans) :

Somme totale des crédits sur valeurs-papier
(en millions de dollars)

31 septembre	31 octobre	30 novembre
8.549	6.109	4.017

Dans les derniers mois de l'année, cinq milliards de dollars environ de capital prêté ont été libérés. Comme les prêts ne forment qu'une partie des sommes qui étaient engagées au jeu de la Bourse, nous pouvons évaluer à au moins dix milliards la somme devenue libre. Comme, en outre, par suite de la restriction du mouvement des marchandises du fait de la crise, il y a de l'argent de libéré en tant que moyen de circulation qui se transforme en capital prêteur, il faut compter, au bout de quelque temps, une fois que la phase aiguë de la crise sera passée, sur un grand excédent de capital, des taux d'intérêt très bas et une exportation puissante de capital (18).

Bas prix, crédits à long terme, prêts de grande envergure, investissement direct de capital dans des entreprises américaines : tels sont les moyens principaux avec lesquels le capital des Etats-Unis s'attaquera à la vie de ses concurrents sur le marché mondial. Parmi les grands pays industriels, seules l'Angleterre et à un degré moindre la France, pourront entreprendre la lutte avec l'arme de l'exportation du capital ; l'Allemagne, l'Italie, le Japon en sont incapables, ils sont eux-mêmes réduits à l'importation de capital et ne peuvent par conséquent essayer de faire de la concurrence que par des prix encore plus bas.

Le capital des Etats-Unis se pousse en avant en s'assurant des positions par l'achat d'actions, par l'achat d'entreprises étrangères tout entières. Ce sont l'industrie électrique et l'industrie automobile qui en tout premier lieu marchent de l'avant sur le marché mondial. Le capital des Etats-Unis a acquis ces derniers temps la majorité des actions de la société anglaise General Electric, l'usine d'électricité de Shanghai (une des plus grandes du monde), il a des participations dans le consortium A.E.G. en Allemagne. Dans ces dernières semaines, déjà avant la crise, de gros paquets d'actions de la « Sofina », société internationale de financements pour les entreprises électriques travaillant sous une raison sociale belge sont passés en possession des Etats-Unis. Le 19 octobre, on fit savoir à l'Assemblée générale des Usines Edison à Milan (la plus grande société d'électricité de l'Italie du Nord) que Morgan et la National City Bank se rendent possesseurs de 40.000 nouvelles actions pour la somme de 160 millions de lires (*Bergwerks Zeitung* du 21 octobre 1939). Le capital des Etats-Unis utilise chaque occasion de soumettre à son joug l'industrie électrique du monde ; or, l'économie électrique forme un poste de commandement décisif.

Il en est de même dans l'industrie automobile : achat des usines Opel en Allemagne, participation aux usines Citroën en France, installation de nouvelles usines ou ateliers de montage dans des pays les plus différents.

Le capital des Etats-Unis voit bien que le plus puissant appui au capitalisme anglais est l'empire, les colonies. Aussi les attaque-t-il économiquement. Il a enchaîné à lui le Canada sur une large échelle, il accorde des emprunts à l'Australie. Naturellement le capital anglais ne reste pas inactif. Un de ses pionniers aristocratiques, Lord d'Albion, voyage en Argen-

(18) Il y a actuellement un afflux ruissant d'or des Etats-Unis vers l'Europe. Alors que dans les neuf premiers mois de l'année, 245 millions d'or ont affiné aux Etats-Unis, un reflux ruissant commence après le krach boursier : 120 millions de dollars dans les deux derniers mois. Mais ce n'est pas encore de l'exportation de capital (ou dans une proportion infime), c'est le reflux du capital européen qui était en activité dans les Bourses des Etats-Unis.

tin, en Uruguay, au Brésil, où il traite de grandes affaires. Un des laquais ouvriers du grand capital, M. Thomas, part au Canada pour assurer pour le charbon et le fer anglais des débouchés contre la concurrence des Etats-Unis. Un autre valet du capital, M. Snowden, fait le maquignon à la Conférence de La Haye et assure aux barons anglais du charbon des débouchés en Italie pour leur charbon, etc.

La lutte économique est inséparablement liée à la lutte politique. Les Etats-Unis reconnaissent avec ostentation l'indépendance de l'Egypte, ils soutiennent les généraux antianglais en Chine, fraternisent avec l'Union Sud-Africaine, laissent entendre par leurs journaux qu'ils défendraient mieux l'Australie contre une attaque du Japon que l'Angleterre, etc. En Amérique Centrale et dans le nord de l'Amérique du Sud, les Etats-Unis évincent de plus en plus l'influence anglaise. L'Angleterre se défend en essayant de renforcer la liaison économique entre la métropole et les colonies. L'idée de l'« Empire » en tant qu'unité économique est poussée de plus en plus au premier plan par le capital anglais, mais sans espoir de succès.

Les contradictions de la troisième période arrivent, dans le domaine extérieur, à leur développement le plus complet.

Par suite de l'aggravation certaine de la lutte économique, la crise rapproche non seulement le danger de la nouvelle guerre impérialiste mondiale, mais elle agit encore plus fortement dans le sens de l'accélération d'une attaque contre l'Union soviétique. La bourgeoisie du monde entier ne supporte le pouvoir du prolétariat sur un sixième de la terre qu'en grinçant les dents. Elle aurait attaqué depuis longtemps l'Union soviétique si les antagonismes interimpérialistes, la crainte du prolétariat révolutionnaire dans son propre pays et le danger du renversement de son pouvoir en cas de défaite ne continuaient pas toujours à la faire reculer devant l'agression.

Dans la crise, la bourgeoisie mondiale supporte encore plus difficilement l'existence de l'Union soviétique. La contradiction constante dans la période de déclin entre la capacité d'absorption limitée du marché mondial et l'appareil de production sur-développée sans tenir compte de ces limites, se manifeste avec une force particulière dans la crise et la dépression ; il y a aussi le fait que le marché de l'Union soviétique est fermé aux convoitises d'expansion des impérialistes ! Quelle extension de son champ d'exploitation acquerrait le capital mondial si le capitalisme pouvait être instauré à nouveau dans les riches plaines de l'Union soviétique avec ses riches ressources naturelles.

A cela s'ajoutent le plan quinquennal et le fait que celui-ci a été systématiquement appliqué et bien au delà dès la première année.

Tous les facteurs de l'antagonisme entre le capitalisme déclinant et le socialisme en pleine édification (qui acquiert dans le plan quinquennal une forme concrète formidable) sont aggravés par la crise. Le danger de crise approche. L'attention la plus grande des partis communistes et du prolétariat révolutionnaire de tous les pays est imposée sur l'heure !

Tension des antagonismes internes : approche de la révolution prolétarienne

La crise déjà commencée signifie un ébranlement sévère du capitalisme et peut dans plus d'un pays amener des situations révolutionnaires aiguës, des luttes pour le pouvoir.

Les espoirs de la bourgeoisie que la crise serait surmontée sans à-coups et que commencerait ensuite une nouvelle ascension, sont dénués de tout fondement. Nous vivons dans la période de déclin du capitalisme. Les temps où les crises pouvaient être maîtrisées par l'extension de la sphère du mode de production capitaliste sur une ligne ascendante sont passés ! L'extension du marché d'écoulement capitaliste à l'intérieur par la transformation des paysans produisant pour leur propre consommation en producteurs de marchandises et en ouvriers salariés — la ligne principale de la création et de l'extension du marché capitaliste intérieur (19) — est terminée dans les pays impérialistes : Etats-Unis, Angleterre, Allemagne : 80 à 90 % de la production de la paysannerie sont déjà intégrés dans le marché capitaliste.

L'extension du marché extérieur serait « de façon abstraite, théorique » encore tout à fait possible. Plusieurs centaines de millions d'hommes vivent encore en Chine, en Amérique du Sud, en Afrique, dans des conditions pré-capitalistes. Un certain développement dans cette direction aura lieu sans aucun doute, mais il

(19) Voir Lénine, *Le développement du capitalisme en Russie*, Chapitre I.

Téléchargez les
numéros de Crise et
stockez les

Diffusez Crise

Étudiez Crise

Organisez des
discussions sur la base
des articles de Crise

Élevez le niveau
d'analyse et de
capacité de bilan pour
contribuer à Crise

Calibrez votre travail
en ayant en tête les
conditions historiques
qu'imposeront la
guerre impérialiste

sera empêché par la propre industrialisation des pays coloniaux et par leur résistance croissante contre l'asservissement impérialiste. Le degré d'extension du marché d'écoulement est en tout cas beaucoup trop infime pour compenser la contradiction entre l'appareil de production élargi par bonds et la force de consommation limitée de la société.

Les méthodes que le capitalisme emploie pour venir à bout de la crise, conduisent fatalement à une aggravation des contradictions économiques et des antagonismes sociaux qui ne peuvent qu'amoindrir les crises encore plus profondes. Une nouvelle vague de rationalisation sera la conséquence immédiate de la crise.

Mais que signifie cela dans la période de déclin du capitalisme, avec une possibilité très minime d'extension du marché d'écoulement par l'intégration de nouvelles couches et de nouveaux peuples jusqu'ici non capitalistes dans la sphère du capitalisme ?

La rationalisation signifie la création de nouvelles armées de chômeurs, une élévation du chômage chronique de masses, une élévation des taux d'exploitation des travailleurs, la diminution de la quote-part de la classe ouvrière au produit de la valeur. Résultat : la force de consommation de la société devient moindre.

La rationalisation signifie l'augmentation de la capacité de production, une demande plus grande de marchandises bien que la force de consommation de la société soit devenue moindre précisément du fait de la rationalisation.

La méthode qu'emploie la bourgeoisie pour surmonter la crise — la seule qu'elle puisse employer — crée pour un court laps de temps, tant que le renouvellement du capital fixe se produit, un allègement, une amélioration de la conjoncture : mais dès que ce renouvellement est accompli et que les entreprises rationalisées commencent à jeter sur le marché une quantité plus grande de marchandises, la contradiction entre la force de production augmentée par la rationalisation et la force de consommation réduite de la société se manifeste de façon d'autant plus violente. La haute conjoncture espérée ne vient pas ou amène très rapidement une nouvelle crise encore plus lourde : il n'y a pas d'issue pour le capitalisme à son déclin.

La crise elle-même signifie une tension extrême de la lutte de classes entre la bourgeoisie et le prolétariat. Avant tout, le chômage chronique qui a atteint dans les pays industriels dirigeants — Allemagne, Angleterre, États-Unis, — dans ces six dernières années 10 à 12 % (sans compter le travail partiel), s'élèvera jusqu'à 15 et 20 %. La bourgeoisie qui cherche l'issue à la crise dans la réduction des frais de salaires, utilisera le chômage présent de masse pour une agression contre le niveau de vie de la classe ouvrière. La lutte va se déchaîner dans tous les pays capitalistes sur une large base.

Si les partis communistes prennent résolument la direction des combats, dans les pays où les partis communistes sont encore faibles, comme en Angleterre et aux États-Unis, ils réussiront à se développer en partis de masses. Dans d'autres pays, — par exemple en Allemagne, en Pologne — où il y a déjà de grands partis communistes, ils réussiront à conquérir la majorité du prolétariat.

Les luttes entre le prolétariat et la bourgeoisie ne seront point de simples combats de défense du prolétariat contre l'agression du capital, mais, en liaison avec la lutte, des masses formidables de chômeurs se transformeront en grands combats offensifs. Dans la troisième période où chaque grande lutte économique devient une lutte politique, cela conduit à la nécessité de la grève politique de masses, au développement de la question du pouvoir sur toute la ligne, à la tension de la lutte de classes dans maints pays jusqu'à l'insurrection armée et à des luttes directes pour le pouvoir.

L'aggravation de la lutte de classes par la crise économique amènera manifestement l'interdiction des partis communistes dans de nouveaux pays, la dissolution des syndicats rouges et des organisations locales contrôlées par l'aile révolutionnaire. La terreur de la bourgeoisie s'étendra et s'aggravera. La bourgeoisie emploiera tous les moyens d'oppression contre le mouvement révolutionnaire de masses ; il faut que les partis communistes se préparent sérieusement et d'urgence à l'illégalité.

La crise et les moyens employés par la bourgeoisie pour en venir à bout aggravent à l'extrême la lutte entre la bourgeoisie et le prolétariat. Pour les partis communistes se prépare une ère de luttes qui iront en s'accroissant à l'extrême et qui exigeront une combativité sans répit. Tous les facteurs qui caractérisent la troisième période vont très prochainement prendre tout leur développement. Des luttes sévères nous attendent. Nous allons dans plus d'un pays au devant de situations révolutionnaires aiguës. La crise nous rapprochera à grands pas de notre but final : du renversement du pouvoir capitaliste dans le monde entier.